

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 26 novembre 2014

Objet n° 25 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mmes Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, M. Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Mmes Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme Lorraine de Fierlant, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mmes Barbara Trachte, Berrin Saglam, Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Saït Köse, Échevin; Mme Cécile Jodogne, MM. Emin Ozkara, Halis Kökten, Mme Mahinur Ozdemir, MM. Mohamed Reghif, Hasan Koyuncu, Bram Gilles, Conseillers communaux.

#Objet : Correction de l'article 127 du règlement général de police #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la loi du 24 juin 2013, publiée au Moniteur belge en date du 1er juillet 2013, relative aux sanctions administratives communales et les arrêtés royaux qui s'en suivent;

Vu que la présente loi entre en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit celui de sa publication dans le Moniteur belge, soit le 1er janvier 2014, et abroge l'article 119 bis et l'article 119 ter de la Nouvelle loi communale;

Considérant que le règlement général de police du 26 juin 2013, entrant en vigueur le 8 juillet 2013, était légalement basé sur l'ancienne législation et que dès lors une adaptation du règlement s'imposait afin de pouvoir bénéficier des nouvelles dispositions prévues par la nouvelle législation;

Considérant qu'avec le système des sanctions administratives, la commune est en mesure de lutter plus rapidement et plus efficacement contre la "petite criminalité", mais également contre certains troubles à la propreté, à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publique et contre les dérangements publics sur son territoire;

Considérant qu'il était nécessaire de revoir certaines dispositions de l'ancien règlement de police général aussi bien au niveau de la compréhension, qu'au niveau de leur facilité pour l'application dans la pratique;

Considérant que de nouvelles dispositions ont été ajoutées au texte du règlement général de police, afin de pouvoir règlementer de nouveaux comportements problématiques;

Considérant que pour le bon fonctionnement du système des sanctions administratives, il y avait une nécessité d'uniformiser au maximum le règlement général de police au niveau de toute la zone de police;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

ARRETE

le règlement général de police de la commune de Schaerbeek comme suit :

CHAPITRE Ier - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1.

Le présent règlement a pour but de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans la voie publique, les lieux accessibles au public et édifices publics.

ARTICLE 2.

La voie publique est la partie du territoire communal affectée en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessibles à tous dans les limites prévues par les lois, par les arrêtés et par les règlements.

Elle comporte entre autres:

- a) les voies de circulation y compris les accotements et les trottoirs;
- b) les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement des véhicules, aux jardins, aux promenades et aux marchés.

Sont assimilées à la voie publique les installations destinées au transport et à la distribution d'utilité publique des matières, d'énergie et de signaux.

ARTICLE 3.

- 1. Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible, qui n'engage pas la responsabilité de la commune. Elles peuvent être retirées par l'autorité compétente à tout moment lorsque l'intérêt général

- l'exige.
2. Tout bénéficiaire d'une autorisation délivrée en vertu du présent règlement est tenu d'en observer les conditions et veiller à ce que son objet ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique.
 3. La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.
 4. Lorsque l'acte d'autorisation a pour objet:
 - une activité ou un événement dans un lieu accessible au public, il doit se trouver à l'endroit en question;
 - une activité sur l'espace public ou une occupation de celui-ci, le bénéficiaire doit en être porteur quand l'activité ou l'occupation est en cours.

Dans les deux cas, il doit être exhibé à toute réquisition d'un agent habilité.

ARTICLE 4.

Quand la sécurité, la propreté, la salubrité ou la tranquillité publiques sont compromises par des situations ayant leur origine dans des propriétés privées, le bourgmestre prendra les arrêtés qui s'imposent.

Les propriétaires, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque doivent s'y conformer.

En cas de refus ou de retard d'exécution des mesures prescrites par lesdits arrêtés, ainsi que dans les cas d'impossibilité de les notifier aux intéressés, le bourgmestre pourra y faire procéder d'office, aux risques et périls des défaillants, lesquels seront tenus solidairement au paiement des frais.

ARTICLE 5.

Toute personne qui ne respecte pas les prescrits du présent règlement sera tenue civilement responsable des dommages qui pourraient en résulter.

La commune n'est pas responsable des dommages qui résulteraient du défaut d'observation des dispositions prescrites par le présent règlement.

ARTICLE 6.

Quand la sécurité, la propreté, la salubrité ou la tranquillité publiques sont compromises par des situations ayant leur origine dans des propriétés privées, le bourgmestre prendra les arrêtés qui s'imposent.

En cas de refus ou de retard d'exécution des mesures prescrites par lesdits arrêtés, ainsi que dans les cas d'impossibilité de les notifier aux intéressés, le bourgmestre pourra y faire procéder d'office, aux risques et périls des défaillants, lesquels seront tenus solidairement des frais.

ARTICLE 7.

Toute personne se trouvant sur la voie publique ou dans un lieu accessible au public doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions des agents habilités, pour :

1. faire respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements;
2. maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté, la salubrité publique ou la commodité de passage sur la voie publique ;
3. faciliter la mission des services de secours et l'aide aux personnes en péril.

La présente obligation s'applique également aux personnes se trouvant dans une propriété privée lorsque les agents habilités y pénètrent sur réquisition des habitants ou dans les cas d'incendie, d'inondation, d'appel au secours, de flagrant crime ou délit, ou déclenchement d'un plan supérieur.

CHAPITRE II - DE LA PROPRETE ET DE LA SALUBRITE PUBLIQUES

Section 1.

Propreté de la voie publique

ARTICLE 8.

Il est interdit de souiller de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise:

- tout objet d'utilité publique;
- tout endroit de la voie publique;
- les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public.

ARTICLE 9.

Sauf autorisation préalable du bourgmestre, il est interdit de tracer tout signe ou d'effectuer toute inscription au moyen de quelque produit que ce soit, sur la voie publique.

ARTICLE 10.

Les marchands s'assureront que la voie publique aux alentours de leur commerce ne soit pas salie par leurs effets ou par leurs clients .

Ils sont tenus d'en assurer la propreté.

ARTICLE 11.

Il est interdit d'uriner ou de déféquer sur la voie publique ainsi que dans les lieux et parcs publics, les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, ailleurs que dans les lieux destinés à cet effet.

Il est interdit de cracher en tout lieu public ou accessible au public.

ARTICLE 12.

Il est interdit de jeter sur une personne une chose quelconque pouvant l'incommoder ou la souiller.

Section 2.

Trottoirs, accotements et entretien des propriétés

ARTICLE 13.

Les trottoirs et accotements des immeubles habités ou non doivent être entretenus et maintenus en état de propreté.

Cette obligation incombe

- à l'occupant de la partie située à front de rue au niveau du rez-de-chaussée sauf convention contraire établie entre un propriétaire et ses locataires.
- Si rez-de-chaussée n'est pas habité, le nettoyage incombe de manière successive aux occupants des étages supérieurs par ordre croissant
- Si l'immeuble est totalement vide, le nettoyage incombe au propriétaire.

S'il est prévu dans une convention quelconque que le nettoyage est à charge d'une tierce personne, il incombe à la personne présumée responsable de fournir copie de cette convention.

Les trottoirs et accotements ne peuvent être nettoyés entre 22 heures et 7 heures.

Le trottoir s'entend de l'accotement généralement surélevé par rapport à la chaussée, situé le long de l'alignement et destiné au cheminement des piétons.

L'accotement s'entend de l'espace ou la partie de la voirie qui n'est pas comprise dans la chaussée.

ARTICLE 14.

Le bon état des terrains non-bâties ainsi que des parties non-bâties des propriétés doit être assuré en tout temps par le propriétaire du terrain, notamment ce qui comporte le soin de veiller à ce que la végétation qui y pousse ne menace pas la propreté ni la sécurité publiques et de veiller à ce qu'il n'y ait pas de versage de dépôts clandestins.

L'autorité communale peut imposer au propriétaire d'un terrain non-bâti de clôturer ledit terrain pour des raisons de propreté ou de salubrité.

Section 3.

Plans d'eaux, voies d'eau, canalisations

ARTICLE 15.

Il est formellement interdit d'obstruer les conduits destinés à l'évacuation des eaux pluviales ou des eaux usées.

ARTICLE 16.

Sauf autorisation écrite, il est interdit de procéder au débouchage, au nettoyage ou à la réparation des égouts situés dans l'espace public ni d'y effectuer des raccordements.

L'interdiction ne s'applique pas à la désobstruction d'avaloirs si le moindre retard risque de causer préjudice aux propriétés riveraines et pour autant qu'il ne soit procédé à aucun démontage ni à aucune excavation.

ARTICLE 17.

Sans préjudice de l'application de l'article 16, nul ne peut laisser s'écouler ou jeter sur la voie publique les eaux usées domestiques provenant de l'intérieur d'immeuble.

Il est également interdit de laisser s'écouler sur l'espace public les eaux pluviales depuis les propriétés.

Les propriétaires d'immeubles se conformeront au présent article dans le respect des normes des règlements d'urbanisme.

ARTICLE 18.

Il est interdit de souiller la glace qui s'est formée sur les pièces et voies d'eau, égouts et avaloirs d'égouts en y jetant ou y versant tout objet, toute substance quelconque ou tout animal mort ou vivant.

ARTICLE 19.

Il est interdit de se baigner dans les rivières, canaux, étangs, bassins, fontaines, d'y baigner des animaux ainsi que d'y laver ou tremper quoi que ce soit.

Section 4.

Evacuation de certains déchets

ARTICLE 20.

Toute personne désirant placer un conteneur sur la voie publique doit pour se faire recevoir l'autorisation expresse de la commune. Elle veillera à ce que le conteneur soit placé dans le respect des normes du présent règlement et des règles en matière de circulation routière.

ARTICLE 21.

Les emplacements réservés par la commune pour récolter les déchets doivent être tenus en parfait état de propreté:

- ils sont uniquement réservés aux habitants de la commune;
- le déversement de déchets verts par des jardiniers professionnels y est interdit.

ARTICLE 22.

Quiconque dépose sur la voie publique ou à proximité de celle-ci, des immondices destinées à être enlevées par le service compétent, est tenu de les rassembler dans un emballage conforme et suffisamment solide, étanche et obturé que pour empêcher que les immondices puissent souiller la voie publique.

Il est interdit de rependre des ordures contenues dans les poubelles sur la voie publique".

Les emballages conformes d'immondices ne peuvent être déposés sur la voie publique ou à proximité de celle-ci qu'au plus tôt la veille de l'enlèvement des immondices, à partir de 18h00.

Il est interdit de déposer les emballages conformes d'immondices au pied des arbres. Les riverains

doivent déposer les emballages conformes d'immondices devant l'immeuble qu'ils occupent sur le trottoir, de manière à ne pas gêner la circulation et à être parfaitement visibles de la rue.

Si le service d'enlèvement d'immondices n'a pas récolté les déchets aux heures prévues, il appartient à chacun, dans la mesure du possible, de rentrer ses déchets s'ils sont encore identifiables, et au minimum de contacter le n° vert 0800/98181 afin de signaler le problème.

ARTICLE 23.

Il est interdit de se débarrasser de déchets ménagers ou autres que ceux consommés sur la voie publique, dans une poubelle publique.

Section 5.

Entretien des véhicules

ARTICLE 24.

Il est interdit de procéder sur la voie publique à des travaux d'entretien, de graissage, de vidange, de réparation de véhicules, à l'exception des dépannages limités et destinés à permettre au véhicule de poursuivre sa route ou d'être pris en remorque.

Section 6.

Feu, poussières et objets divers

ARTICLE 25.

1. Il est interdit d'incommoder de manière intempestive le voisinage par des fumées, odeurs ou émanations quelconques, ainsi que par des poussières ou projectiles de toute nature.
Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est également interdit de faire du feu en-dehors des immeubles bâtis et de détruire par combustion en plein air tous déchets, y compris les déchets verts.
Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, les barbecues sont autorisés dans les jardins privés ou les terrasses privées en intérieur d'îlot pour autant que le fourneau soit placé à au moins 2 mètres de la façade, et uniquement s'il est fait usage de fourneaux fixes ou mobiles.
2. Pour l'évacuation de cuisines du secteur HoReCa, le placement par un professionnel de l'équipement HoReCa d'un système empêchant toute évacuation d'odeurs et de graisses dans l'atmosphère est obligatoire.

Section 7.

Logement et campements

ARTICLE 26.

Sauf autorisation écrite et préalable, il est interdit, sur tout le territoire de la commune et à tout endroit de la voie publique, de loger ou de camper dans une voiture, une caravane ou un véhicule aménagé à cet effet.

Il est également interdit sur un terrain privé d'utiliser comme moyen de logement des abris mobiles tels que remorques d'habitation, caravanes ou motor-homes, sauf autorisation écrite et préalable

Section 8.

Lutte contre les animaux nuisibles

ARTICLE 27.

Sauf autorisation écrite et préalable, il est interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter sur l'espace public et dans les lieux publics tels que parcs et jardins (rues, plantations, places,...), toute matière quelconque destinée à la nourriture des animaux errants ou des pigeons.

La même interdiction est applicable aux voies privées, cours, jardins et autres parties d'immeuble lorsque qu'il a été démontré, in casu que cette pratique constitue une gêne pour le voisinage ou attire des animaux nuisibles à la tranquillité ou à la salubrité publique ou cause un dommage au patrimoine et au bâti existant.

Les propriétaires d'immeubles doivent procéder de manière permanente à l'obstruction des endroits propices à la nidification des pigeons, ainsi qu'au nettoyage et à la désinfection des immeubles souillés.

Section 9.

Mesures de prophylaxie

ARTICLE 28.

L'accès des cabines, douches ou piscines des bains et installations sportives accessibles au public est interdit aux personnes:

- se trouvant en état de malpropreté manifeste;
- atteintes soit d'une maladie contagieuse, soit d'une blessure non cicatrisée ou couverte par un pansement, soit d'une affection dermatologique accompagnée d'éruptions cutanées ou présentant une affection contagieuse pour laquelle le refus d'accès est médicalement justifié.

ARTICLE 29.

Il est interdit de transporter ou de faire transporter des personnes atteintes de maladies contagieuses graves autrement qu'au moyen d'un véhicule-ambulance spécial.

Section 10.

Affichage

ARTICLE 30.

1. Sans préjudice des dispositions du Règlement régional d'urbanisme, il est interdit d'apposer, de faire apposer ou de coller des affiches, tracts, autocollants ou papillons à tout endroit de l'espace public sans en avoir reçu l'autorisation de l'autorité compétente ou du propriétaire des lieux, ou en ne se conformant pas aux conditions déterminées par l'autorité compétente dans l'acte

- d'autorisation.
2. Sans préjudice des ordonnances de police du Gouverneur de l'arrondissement administratif de la région de Bruxelles-Capitale, les affiches à caractère électoral peuvent être posées aux endroits déterminés par le collège des bourgmestre et échevins, selon les conditions que celui-ci détermine.
 3. Les affiches ou les autocollants apposés en contravention au présent règlement seront enlevés d'office par l'autorité communale, aux frais, risques et périls du contrevenant.

ARTICLE 31.

Il est interdit de salir, recouvrir, abîmer, dégrader, altérer, enlever sans autorisation ou déchirer les affiches, tracts, autocollants ou papillons, que ceux-ci aient ou non été posés avec l'autorisation de l'autorité.

CHAPITRE III - DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA COMMODITÉ DU PASSAGE SUR LA VOIE PUBLIQUE

ARTICLE 32.

Il est interdit pour quelque raison que ce soit de laisser seul un enfant de moins de 12 ans dans un véhicule.

Section 1.

Attroupements, manifestations, cortèges

ARTICLE 33.

Sauf autorisation préalable et écrite visée à l'article 34, il est interdit de provoquer sur la voie publique des attroupements de nature à entraver la circulation des véhicules ou à incommoder les piétons, ainsi que d'y participer.

ARTICLE 34.

Toute manifestation publique, tout cortège, tout rassemblement ou toute distribution organisée à des fins commerciales sur la voie publique ou dans les galeries et passages, accessible au public, est subordonné à l'autorisation préalable et écrite du Bourgmestre.

La demande d'autorisation doit être adressée par écrit au bourgmestre au moins dix jours ouvrables avant la date prévue et doit comporter les éléments suivants:

- les noms, adresse et numéro de téléphone de l'organisateur ou des organisateurs;
- l'objet de l'événement;
- la date et l'heure prévues pour le rassemblement;
- l'itinéraire projeté;
- le lieu et l'heure prévus pour la fin de l'événement et, le cas échéant, la dislocation du cortège;
- le cas échéant, la tenue d'un meeting à la fin de l'événement;
- l'évaluation du nombre de participants et les moyens de transport prévus;
- les mesures d'ordre prévues par les organisateurs.

Section 2.

Objets pouvant nuire par leur chute

ARTICLE 35.

Sont interdits, le dépôt et le placement à toute partie d'une construction de tout objet susceptible de choir sur la voie publique à moins qu'il ne soit retenu par un dispositif approprié.

ARTICLE 36.

Tout ouvrage ou construction située à front de la voie publique doit être maintenu en bon état d'entretien.

ARTICLE 37.

Sauf autorisation préalable et écrite de l'autorité communale, il est défendu de suspendre en travers de la voie publique quelque objet de quelque nature qu'il soit.

ARTICLE 38.

Il est défendu de battre ou de secouer des tapis ou tous autres objets au dessus de la voie publique.

ARTICLE 39.

Il est interdit de jeter des objets quels qu'ils soient par les portes, baies ou fenêtres donnant sur la voie publique.

Lorsque l'évacuation de certains objets ou matériaux est indispensable par lesdites issues, notamment en cas de déménagement, toute précaution utile sera prise pour soustraire à la circulation des usagers, la partie de la voie publique rendue dangereuse et pour régler cette circulation de façon à éviter tout accident.

Section 3.

Activités incommodes ou dangereuses sur la voie publique

ARTICLE 40.

Il est interdit de se livrer sur la voie publique, dans les lieux accessibles au public et dans les propriétés privées à une activité quelconque pouvant menacer la sécurité publique ou compromettre la sûreté et la commodité du passage, telles que:

1. jeter, lancer ou propulser des objets quelconques, sauf autorisation de l'autorité compétente ; cette disposition n'est pas applicable aux disciplines sportives et jeux pratiqués dans des installations appropriées ainsi qu'aux jeux de fléchettes ou de boules pratiqués ailleurs que sur l'espace public;
2. faire usage d'armes à air comprimé, excepté dans les stands dûment autorisés ou dans les

- métiers forains de tir;
3. faire usage de pièces d'artifice, sauf autorisation de l'autorité compétente;
 4. escalader les clôtures, grimper aux arbres, poteaux, constructions ou installations quelconques;
 5. se livrer à des jeux ou exercices violents ou bruyants;
 6. réaliser tous travaux quelconques, sauf autorisation de l'autorité compétente;
 7. se livrer à des prestations de nature artistique, sauf autorisation de l'autorité compétente;
 8. garer son vélo ou sa remorque au pied d'un arbre et/ou l'attacher à cet arbre. En cas d'infraction la commune pourrait procéder à l'enlèvement du véhicule.
 9. Laisser sa remorque ou sa caravane stationnée plus de 48 heures sur la voie publique. Une autorisation écrite et préalable peut être demandée au Collège des bourgmestre et échevins pour toute durée dépassant les 48h. En cas d'infraction la commune pourrait procéder à l'enlèvement du véhicule.

Les armes, munitions ou pièces d'artifice utilisées en infraction aux dispositions ci-dessus seront saisies. Tout vélo abandonné, trouvé en dehors des propriétés privées, et qui entrave le passage sur la voie publique communale ou régionale, sera enlevé par la Région, pour le compte de la commune

ARTICLE 41.

Il est interdit d'établir ou de tenir sur la voie publique des jeux de loterie ou de hasard.

ARTICLE 42.

Il est interdit à toute personne exerçant une activité sur la voie publique, que celle-ci ait requis ou non une autorisation:

- d'entraver l'entrée d'immeubles et édifices publics ou privés;
- d'être accompagné d'un animal agressif;
- de se montrer menaçant;
- d'empêcher la progression des passants;
- d'exercer cette activité sur la voie carrossable.

ARTICLE 43.

Sauf autorisation spécifique et préalable de l'autorité communale, il est interdit de se réserver une place de stationnement sur la voie publique notamment avec des objets divers.

ARTICLE 44.

Sauf à obtenir une autorisation de l'autorité communale, il est interdit à toute personne se trouvant sur la voie publique d'entraver la progression des passants par le dépôt ou l'abandon de tout objet mobilier, tel que bagage, déchet ménager, débris de construction, véhicule,...

La notion d'entrave à la progression est notamment définie par les comportements suivants :

- laisser aux piétons, à tout endroit où leur passage est autorisé, une largeur d'un seul tenant de moins de un mètre cinquante, ou une autre largeur définie par les autorités compétentes en fonction de circonstances spécifiques à certains lieux, ou leur imposant d'enjamber ou d'escalader les objets encombrant le passage ;
- laisser aux véhicules circulant sur la chaussée une largeur de moins de trois mètres, ou toute autre largeur nécessaire au passage des véhicules de secours en fonction de circonstances spécifiques à certains lieux, ou laisser sur la chaussée des objets susceptibles de causer un dommage à un véhicule y circulant ;
- encombrer les pistes cyclables de manière qu'il ne soit plus possible pour un cycliste d'y circuler sans danger ;
- empêcher l'accès à des immeubles, bâtis ou non-bâtis, ou de restreindre cet accès dans la mesure indiquée ci-dessus pour les piétons, cyclistes et véhicules.

ARTICLE 45.

L'usage de trottinettes, de vélos, de patins à roulettes ou de planches à roulettes n'est autorisé qu'à des endroits qui ne compromettent pas la sécurité des piétons ni la commodité du passage.

ARTICLE 46.

Sauf autorisation écrite et préalable de l'autorité communale, sont interdits sur la voie publique et dans les lieux publics:

- les collectes et les ventes-collectes, la vente en porte-à-porte, la collecte d'étrennes ;
- les divertissements quelconques, tels que fêtes, bals, exhibitions, spectacles ou illuminations.

ARTICLE 47.

Sans préjudice des autres dispositions prévues dans le présent règlement, nul ne peut, même momentanément, étaler des marchandises sur la voie publique sans une autorisation de l'autorité compétente.

ARTICLE 48.

Les personnes se livrant aux occupations de crieur, de vendeur ou de distributeur de journaux, d'écrits, de dessins, de gravures, d'annonces et de tous imprimés quelconques dans les rues et autres lieux publics ne peuvent sans autorisation utiliser du matériel pour l'exercice de cette activité.

Les distributeurs de journaux, d'écrits, de dessins, de gravures, d'annonces et de tous imprimés quelconques sont tenus de ramasser ceux qui seraient jetés par le public.

Il est défendu aux crieurs, vendeurs ou distributeurs de journaux, d'écrits, d'imprimés ou de réclames quelconques:

- de constituer des dépôts de journaux, écrits, etc. sur la voie publique ou sur le seuil des portes et

- fenêtres des immeubles;
- de constituer des dépôts de journaux, écrits, etc. dans les immeubles à l'abandon ainsi que dans les boîtes aux lettres sans numéro;
- d'apposer des réclames, imprimés (...) sur les véhicules;
- d'accoster, de suivre ou d'importuner les passants.

ARTICLE 49.

Les personnes se livrant à toute forme de mendicité, même sous le couvert de l'offre non professionnelle d'un service quelconque, ne peuvent troubler l'ordre public, ni compromettre la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publiques.

Il leur est interdit de harceler les passants ou les automobilistes.

Il est interdit de pratiquer la mendicité sous quelque forme que ce soit aux abords ou dans les carrefours de circulation.

Le mendiant ne peut être accompagné d'un animal agressif et il ne peut exhiber aucun objet ou partie de son corps, de manière à intimider les personnes qu'il sollicite. De même, l'utilisation des mineurs aux fins d'apitoyer les personnes sollicitées est strictement interdite.

ARTICLE 50.

Il est interdit, à l'extérieur des salles de spectacles ou de concerts et des lieux de réunions sportives ou de divertissements, d'accoster les passants sur la voie publique pour leur offrir en vente, des billets d'entrée ou pour leur indiquer les moyens de s'en procurer.

Il est également interdit aux commerçants ou restaurateurs ainsi qu'aux personnes qu'ils emploient d'aborder les clients ou de les héler pour les inciter à venir dans leur établissement.

ARTICLE 51.

Il est interdit de troubler de quelque manière que ce soit tout concert, spectacle, divertissement ou réunion quelconque sur la voie publique autorisés par l'autorité communale.

L'accès de la scène est interdit à toute personne qui n'y est pas appelée par son service. Il est interdit au public des salles de spectacles, de fêtes, de concerts ou de sport :

- de venir sur la scène, la piste ou le terrain sans y être invité ou autorisé par les artistes, pratiquants ou organisateurs ainsi que de pénétrer dans les parties privées de l'établissement ou celles réservées aux artistes ou sportifs ;
- d'interpeller ou d'apostropher les artistes ou de troubler autrement le spectacle, la fête ou le concert ;
- de déposer des objets pouvant nuire par leur chute ou incommoder autrement le public, les acteurs ou les pratiquants, sur les balcons et garde-corps ou de les accrocher à ces endroits.

Section 4.

Installation de grues-tours - règles de chantier

ARTICLE 52.

Toute installation d'une grue-tour sur la voie publique est soumise à l'autorisation du bourgmestre. Sans préjudice des prescriptions réglementaires en matière d'urbanisme, d'environnement et de protection du travail, il est exigé:

- qu'avant toute mise en service d'une grue-tour et chaque fois que le Règlement Général sur la Protection du Travail exige l'établissement d'un procès-verbal de vérification, une photocopie de cette pièce, rédigée par un organisme agréé, soit envoyée au Collège des bourgmestre et échevins, dans un délai de trois semaines avant le montage ou le remontage;
- que toute utilisation de grue-tour soit subordonnée à la production d'un plan du chantier, en deux exemplaires, avec toutes les indications utiles et les caractéristiques de l'engin, y compris l'encombrement et le rayon de giration de la flèche;
- que les grues-tours aient une assise stable au sol, de façon à éviter leur renversement. Quant aux grues-tours montées sur rail, elles seront de plus fixées à ces derniers et leur chemin de roulement sera maintenu fermement au sol de manière à éviter son arrachement ;
- qu'au fur et à mesure de l'élévation du bâtiment, la grue-tour soit, ou bien comprise dans la construction, ou bien solidement amarrée en plusieurs endroits;
- que les utilisateurs soient tenus de prendre toutes les dispositions adéquates pour que, lorsque la grue-tour se trouve placée dans la position girouette, sa stabilité ne soit pas réduite;
- que, lorsque les matériaux transportés sont pulvérulents, liquides ou susceptibles de s'épandre, ils soient enfermés dans des conteneurs de façon à ce que rien ne puisse tomber sur le domaine public, dans les propriétés privées ou dans l'enclos formé par des palissades. Celles-ci devront au besoin, sur injonction de l'agent de l'autorité, être enlevées à chaque fermeture journalière du chantier;
- qu'une liste comportant les noms, adresses et numéros de téléphone, de l'entrepreneur, de l'ingénieur ou du technicien qualifié ainsi que d'un membre du personnel grutier pouvant être atteints rapidement, de jour comme de nuit et en tous temps, soit déposée, avant l'emploi de la grue-tour, au commissariat de police. Une copie en sera affichée à l'extérieur du bureau du chantier.

Section 5

Règles de chantier

ARTICLE 53.

En vue d'éviter toute dégradation ou salissure de l'espace public et afin de prévenir tout risque pour la sécurité ou la commodité du passage sur l'espace public et toute perturbation grave de la tranquillité publique, les règles générales suivantes doivent être respectées par toute personne qui intervient dans l'exécution, la conception, la direction ou la surveillance d'un chantier :

1. le chantier est tenu en état d'ordre et de propreté, tant en ce qui concerne ses abords, clôtures et palissades que le chantier lui-même et les véhicules et engins qui y sont employés ;
2. le chantier, en ce compris les installations annexes, les terres et produits divers, doit être isolé en permanence des espaces réservés à la circulation des personnes et des véhicules par des clôtures ;
3. aucun dépôt de matériaux, de déblais, de remblais ou de détritiques n'est autorisé en dehors du chantier, à l'exception des livraisons de matériaux ;
4. le chantier doit être protégé contre les dégradations possibles ;
5. le chantier est signalé en permanence, de manière bien visible pour tous les usagers de l'espace public et toute précaution sera prise pour régler la circulation des piétons en toute sécurité ;
6. les plantations et le mobilier urbain situés dans le périmètre et aux abords du chantier reçoivent une protection adéquate ; les troncs et les racines des arbres situés dans le périmètre du chantier ou à la proximité immédiate sont préalablement et complètement protégés sur la hauteur et la superficie nécessaires ; les plaies des plantations et de leurs racines doivent être soignées et des mesures doivent être prises pour éviter ou remédier à la dessiccation ; les plantations et le mobilier urbain sont répertoriés lors de la demande d'autorisation, indiqués sur les plans transmis au Bourgmestre et repris dans l'état des lieux établi avant les travaux ;
7. le chantier exécuté par phase doit être conçu et organisé afin de permettre une telle exécution et une remise en état des lieux à l'issue de chaque phase ;
8. les engins et véhicules de chantier effectuent leurs manœuvres dans le respect des plantations et du mobilier urbain et en évitant les projections sur les personnes, façades et devantures ;
9. les souillures occasionnées à l'espace public par l'activité du chantier sont immédiatement supprimées ;
10. sauf autorisation expresse du Bourgmestre spécialement motivée par des conditions de sécurité ou de mobilité, aucun chantier se déroulant en tout ou en partie entre 22 heures et 7 heures ainsi que les week-end et jours fériés ne peut causer des nuisances sonores de nature à troubler le repos des habitants.

ARTICLE 54.

Par voie de lettre circulaire et d'affiches, le maître de l'ouvrage avertit les personnes susceptibles d'être affectées par les nuisances du chantier de la nature et de la durée des travaux au moins huit jours avant leur début ou, en cas d'urgence, au plus tard le jour du début de l'installation du chantier.

L'avertissement destiné aux personnes susceptibles d'être affectées par les nuisances du chantier répond aux modalités suivantes :

1. une lettre circulaire rédigée en français et en néerlandais est distribuée avant le début du chantier par le maître d'ouvrage et à ses frais dans les boîtes aux lettres ; cet imprimé précise d'une part la raison et l'intérêt des travaux, leur ampleur, leur nature, leur durée prévue et la date du début des travaux, et, d'autre part, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du maître de l'ouvrage et des entreprises chargées de la réalisation des travaux ; une copie de cet imprimé est remis à l'administration communale, dans les mêmes délais
2. des affiches d'information établies en français et en néerlandais par et aux frais du maître de l'ouvrage conformément à la législation en vigueur au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale.

Toute signalisation du chantier et tout dispositif d'information du maître d'ouvrage et de ses entrepreneurs et sous-traitants sont rédigés en français et néerlandais.

ARTICLE 55.

La remise en état des lieux est à charge du maître de l'ouvrage et est soumise aux règles suivantes :

1. la durée de la phase de remise en état est comprise dans la durée totale du chantier ;
2. la remise en état respecte la ou les destinations de l'espace public et les besoins qui en découlent ; elle est réalisée avec des matériaux semblables à ceux préexistants sauf mention expresse et spécialement identifiée dans la demande ou sauf imposition expresse figurant dans l'autorisation ;
3. la remise en état des chantiers exécutés par phase se fait au fur et à mesure de l'achèvement des phases ;
4. les installations, engins, matériels et déchets du chantier doivent être enlevés au plus tard à la date fixée pour la fin du chantier ;
5. la remise en état implique la restauration ou le remplacement des plantations, des éléments de signalisation et du mobilier urbain endommagés ;
6. après remise en état, le maître d'ouvrage est tenu de garantir les réparations définitives pendant un délai de deux ans à partir de la date de l'état des lieux de fin de chantier ;
7. le nettoyage de la zone du chantier comprend l'aire de stockage.

Section 6.

Occupation privative de la voie publique

ARTICLE 56.

1. Sauf autorisation préalable et écrite, délivrée par l'autorité communale compétente, et sans

préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, sont interdites :

- Toute utilisation ou occupation privative de la voie publique, au niveau du sol, au-dessus ou en dessous de celui-ci, notamment tout objet fixé, accroché, suspendu, déposé ou abandonné et qui ne tombe pas dans le système de la taxe sur les salissures sur la voie publique; en particulier, il est interdit d'embarrasser l'espace public en y laissant des matériaux, des échafaudages ou d'autres objets quelconques; il est également interdit d'y creuser des excavations.

- L'installation contre tout lieu élevé des bâtiments ou contre les façades des maisons, d'objets pouvant nuire par leur chute ou par des exhalaisons nuisibles, même s'ils ne font pas saillie sur la voie publique.

Sont exceptés de cette disposition les objets déposés sur les seuils des fenêtres et retenus par un dispositif solidement fixé, non saillant, ainsi que les hampes de drapeaux.

1. Sans préjudice des dispositions prévues par l'article 80.2 du Code de la route, il est interdit de masquer de quelque manière que ce soit, même partiellement, les objets d'utilités publique dont la visibilité doit être assurée intégralement.

Aucun objet ne pourra non plus masquer, même partiellement, les portes et fenêtres des immeubles jouxtant la voie publique.

2. Les objets déposés, fixés, accrochés ou suspendus en contravention au présent article devront être enlevés à la première réquisition des agents habilités.

ARTICLE 57.

Si, pour quelque raison que ce soit, une personne est expulsée de la maison qu'elle occupe et que ses meubles sont déposés sur la voie publique, elle sera tenue de les enlever au moment de l'expulsion, à défaut de quoi il y sera procédé par l'administration aux frais, risques et périls du contrevenant.

ARTICLE 58.

Les propriétaires ou utilisateurs d'antennes placées sur les toits ou parties élevées des immeubles doivent en vérifier régulièrement la stabilité.

ARTICLE 59.

Les arbres et les plantations dans les propriétés privées doivent être émondés de manière que toute branche surplombant la voie publique se trouve à 2,50 m au moins au-dessus du sol et son extrémité à 0,50 m au moins en retrait de la voie carrossable.

Si des raisons particulières de sécurité l'exigent, les agents habilités pourront imposer des mesures différentes et les travaux prescrits devront être effectués au plus tard le huitième jour de la notification y relative.

ARTICLE 60.

Il est interdit de faire passer de l'intérieur des immeubles sur la voie publique des objets longs ou encombrants sans prendre les précautions indispensables pour garantir la sécurité des passants.

Les mêmes précautions sont à observer pour ouvrir les persiennes, volets mobiles ou stores installés au rez-de-chaussée lorsque l'immeuble se trouve dans un alignement général jouxtant la voie publique.

Les volets et persiennes, lorsqu'ils seront ouverts, devront toujours être maintenus par leurs arrêts ou crochets.

Les arrêts et crochets placés au rez-de-chaussée devront être fixés de manière à ne pas blesser les passants ou constituer une nuisance pour la sécurité.

ARTICLE 61.

Les entrées de cave et accès souterrains pratiqués dans la voie publique ne peuvent être ouverts:

- que pendant le temps strictement nécessaire aux opérations nécessitant l'ouverture;
- qu'en prenant toutes les mesures pour garantir la sécurité des passants.

Ces deux conditions sont cumulatives.

Section 7.

De l'utilisation des façades d'immeubles

ARTICLE 62.

Tout propriétaire d'immeuble est obligé

1. d'apposer de façon visible à l'extérieur à front de rue le numéro qui lui a été attribué par la commune.

Il est interdit de masquer, d'arracher, de dégrader d'une manière quelconque ou de faire disparaître les numéros des immeubles attribués par l'administration ainsi que les plaques indicatrices du nom des voies publiques.

En cas de changement de numéro, l'ancien devra être traversé d'une barre noire et ne pourra être maintenu que deux ans au plus à partir de la notification faite à ce sujet par l'administration.

Si des travaux quelconques à l'immeuble entraînent nécessairement la suppression du numéro, ce dernier devra être rétabli au plus tard huit jours après la fin des travaux.

2. D'apposer une sonnette en état de fonctionnement, par ménage résidant dans l'immeuble, à l'entrée principale de l'immeuble.
3. De fournir une boîte aux lettres pour chaque ménage résidant dans l'immeuble, excepté pour les immeubles en zone d'intérêt culturel, historique, esthétique ou d'embellissement ou repris en annexe au présent.

ARTICLE 63.

Chaque chef de ménage doit apposer les noms de famille de tous les membres de son ménage sur la sonnette et sur la boîte aux lettres dudit ménage.

ARTICLE 64.

Pour cause d'utilité publique, les propriétaires, usufruitiers, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque d'un immeuble sont tenus, sans que cela entraîne pour eux le moindre dédommagement, d'autoriser sur la façade ou le pignon de leur immeuble, même lorsqu'il se trouve en dehors de l'alignement, et dans ce cas, éventuellement à front de voirie:

1. la pose d'une plaque indiquant le nom de la rue du bâtiment;
2. la pose de tous signaux routiers.
3. l'ancrage pour l'éclairage public, les publicités publiques, guirlandes publiques, caméras publiques de surveillance, ...
4. de tout dispositif de sécurité

ARTICLE 65.

Les propriétaires de biens immobiliers doivent s'assurer que ceux-ci, de même que les installations et appareils dont ils sont équipés, soient en parfait état de conservation, d'entretien et de fonctionnement de manière à ne pas constituer une menace pour la sécurité publique et d'être conforme au code logement.

Section 8.

Mesures générales de nature à prévenir les atteintes à la sécurité publique

ARTICLE 66.

Il est interdit d'imiter les appels ou signaux des pompiers, de police locale ou fédérale et d'autres services de secours ou d'interventions urgentes.

ARTICLE 67.

Tout appel au secours abusif ou tout usage abusif d'une borne d'appel ou d'un appareil de signalisation destiné à assurer la sécurité des usagers est interdit.

ARTICLE 68.

Il est interdit à toute personne non habilitée à cette fin de pénétrer dans les constructions ou installations d'utilité publique non accessibles au public.

Il est interdit à toute personne non mandatée par l'administration communale de manœuvrer les robinets des conduites ou canalisations de toute nature, les interrupteurs de l'éclairage public électrique, les horloges publiques, les appareils de signalisation ainsi que les équipements de télécommunication placés sur ou sous la voie publique ainsi que dans les bâtiments publics.

ARTICLE 69.

Tout propriétaire ou titulaire d'un droit réel sommé par l'autorité administrative de réparer ou de démolir des édifices menaçant ruine est tenu d'y procéder sans délai, à défaut de quoi il y sera procédé par l'administration aux frais, risques et périls du contrevenant.

ARTICLE 70.

Il est interdit d'enlever des gazons, terres, pierres ou matériaux dans les lieux appartenant au domaine public de la commune sans y être dûment autorisés.

Section 9.

Prévention des incendies

ARTICLE 71.

Dès qu'un incendie se déclare, les personnes qui s'en aperçoivent sont tenues d'en aviser immédiatement, soit le bureau de police, soit un des postes de pompiers le plus proche, soit le centre d'appel d'urgence.

ARTICLE 72.

Les occupants d'un immeuble dans lequel un incendie s'est déclaré ainsi que ceux des immeubles voisins doivent:

1. obtempérer immédiatement aux injonctions et réquisitions des pompiers, agents de la Protection civile, des fonctionnaires de police ou d'autres services publics dont l'intervention est nécessaire pour combattre le sinistre;
2. permettre l'accès à leur immeuble;
3. permettre l'utilisation des points d'eau et de tous moyens de lutte contre l'incendie dont ils disposent.

ARTICLE 73.

Sont interdits sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public le stationnement de véhicules et le dépôt, même temporaire, de choses pouvant gêner ou empêcher le repérage, l'accès ou l'utilisation des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

ARTICLE 74.

Il est interdit de dénaturer, de dissimuler ou de laisser dissimuler les signaux d'identification ou de repérage des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

ARTICLE 75.

Les bouches d'incendie, les couvercles ou trappillons fermant les chambres des bouches d'incendie et les puisards doivent toujours rester dégagés, bien visibles et aisément accessibles.

ARTICLE 76.

Si un événement tel que fête, divertissement, partie de danse ou toute autre réunion quelconque, est organisé dans un lieu accessible au public, dont les organisateurs sont en défaut de prouver que ledit lieu est conforme aux impératifs de sécurité notamment en application de la réglementation en matière de sécurité incendie, le bourgmestre pourra interdire l'événement et la police pourra, le cas échéant, faire

évacuer et fermer l'établissement.

ARTICLE 77.

Les exploitants d'établissements qui sont habituellement accessibles au public, même lorsque celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions, sont tenus de se conformer aux recommandations et directives du Service Régional d'Incendie.

Aussi longtemps que ces recommandations et directives ne sont pas respectées, les exploitants ne peuvent admettre le public dans leur établissement.

Section 10.

Dispositions particulières à observer par temps de neige ou de gel

ARTICLE 78.

Par temps de gel, il est interdit :

- de déverser ou de laisser s'écouler de l'eau ;
- d'établir des glissoires;
- de déposer ou de jeter de la neige ou de la glace en provenance des propriétés privées.

ARTICLE 79.

Les stalactites de glace qui se forment aux parties élevées des immeubles surplombant la voie publique doivent être enlevées.

Cette obligation incombe aux personnes visées à l'article 13 du présent règlement, selon les distinctions qui y sont établies.

ARTICLE 80.

Par temps de chute de neige et de gel, tout riverain d'une voie publique a l'obligation de dégager le trottoir bordant l'immeuble qu'il occupe, en y enlevant la neige ou en le rendant non glissant sur une largeur de minimum 1m 50 , en vue de faciliter le passage des piétons en toute sécurité.

Ce soin incombe aux personnes visées à l'article 13 du présent règlement, selon les distinctions qui y sont établies.

ARTICLE 81.

Il est défendu de descendre sur la glace des canaux, bassins, cours d'eau et étangs, sauf autorisation.

Section 11.

Activités et aires de loisir

ARTICLE 82.

§1. Les engins mis à la disposition du public dans les aires ou terrains de jeu communaux doivent être utilisés de manière telle que la sécurité et la tranquillité publiques ne soient pas compromises.

Les enfants de moins de douze ans doivent obligatoirement être accompagnés d'un de leurs parents ou de la personne à la surveillance de laquelle ils ont été confiés.

§2. La commune n'est pas responsable des accidents survenus sur une aire de jeux communale.

Section 12.

De certains comportements sur la voie publique

ARTICLE 83.

Aucun chargement ou déchargement de meubles ou d'autres biens ne peut avoir lieu entre 22h00 et 7h00, sauf autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Le transport, la manipulation, le chargement et le déchargement d'objets ou d'autres biens sur la voie publique doivent être effectués en veillant à ne pas obliger les piétons à quitter le trottoir, à ne pas les heurter ou les blesser et à ne pas compromettre ni la sûreté ni la commodité du passage, ni la tranquillité publique.

ARTICLE 84.

Il est interdit à la clientèle des grandes surfaces de distribution, d'abandonner les charrettes de magasin sur la voie publique.

Les exploitants de grandes surfaces de distribution sont tenus de prendre toutes mesures propres à garantir le respect de la présente disposition; ils sont tenus en outre d'assurer l'identification des charrettes de magasin.

CHAPITRE IV - DE LA TRANQUILLITE PUBLIQUE

ARTICLE 85.

§1. Il est interdit, sauf autorisation du Bourgmestre dans le cadre d'organisations privées ou publiques et à l'exception des terrasses attenantes aux débits de boissons, de consommer toute boisson alcoolisée sur la voie publique de 22.00 à 09.00 heures.

§2. On appelle boisson alcoolisée, toute boisson (fermentée, macérée, distillée ou autre) contenant de l'alcool éthylique ou éthanol.

ARTICLE 86.

La manipulation, le chargement ou le déchargement des matériaux, engins ou objets sonores quelconques, tels que plaques, feuilles, barres, boîtes, bidons ou récipients métalliques ou autres, sont régis par les principes suivants:

1. ces objets doivent être portés et non traînés, posés et non jetés;
2. si ces objets en raison de leurs dimensions ou de leur poids, ne peuvent être portés, ils devront être munis d'un dispositif permettant de les déplacer sans bruit.

ARTICLE 87.

Sauf autorisation du Bourgmestre, sont interdits sur la voie publique:

1. Les diffusions vocales, instrumentales ou musicales;
2. l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou d'autres appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores ;
3. les parades et musiques foraines.

ARTICLE 88.

Sans préjudice de la réglementation relative à la lutte contre le bruit, l'intensité des ondes sonores produites dans les propriétés privées ou dans les véhicules se trouvant sur la voie publique ne pourra, si elles sont audibles sur la voie publique, dépasser le niveau de bruit ambiant à la rue. Les infractions à la présente disposition commises à bord des véhicules seront présumées commises par leur conducteur.

ARTICLE 89.

1. Les systèmes d'alarme équipant soit des immeubles soit des véhicules ne peuvent en aucun cas incommoder le voisinage par enclenchement intempestif.

A défaut pour le responsable de mettre fin au trouble dans les dix minutes du déclenchement de l'alarme, la police y procédera aux frais, risques et périls du contrevenant.

Par personne responsable on entend:

- pour les véhicules: le propriétaire ou tout ayant-droit;
- pour les immeubles: le propriétaire ou l'une des personnes visées à l'article 12 du présent règlement.

2. L'alarme est définie comme un appareil ou un dispositif destiné à prévenir la commission d'une effraction, à avertir de la présence d'un intrus ou de fumée.

3. Il est interdit d'utiliser ou de procéder au placement de tout dispositif répulsif qu'il soit sonore ou à ultrasons dont la propagation des ondes incommode ou est susceptible d'incommoder une ou plusieurs personnes se trouvant soit sur la voie publique, soit dans un lieu ou un établissement accessible au public, soit à proximité de ce dispositif (cet article vise les mosquitos).

ARTICLE 90.

Il est interdit de sonner ou de frapper aux portes dans le but d'importuner les habitants.

ARTICLE 91.

§1. Les dispositions du présent article sont applicables aux établissements habituellement accessibles au public, même si celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions.

§2. Sans préjudice des dispositions légales relatives à la lutte contre le bruit, tout bruit émis à l'intérieur des établissements accessibles au public ne pourra, tant de jour que de nuit, dépasser le niveau de bruit ambiant à la rue s'il est audible sur la voie publique.

§3. Il est interdit aux exploitants des établissements accessibles au public, cafetiers, cabaretiers, restaurateurs, tenanciers de salle de danse et généralement ceux qui vendent en détail du vin, de la bière ou toute autre boisson de verrouiller leur établissement aussi longtemps que s'y trouvent un ou plusieurs clients.

§4. La police pourra faire évacuer et fermer les établissements accessibles au public où elle constate des désordres ou bruits de nature à troubler la tranquillité publique ou le repos des habitants.

Si les désordres ou bruits perdurent de manière significative, le bourgmestre pourra prendre toute mesure qu'il juge utile pour mettre fin au trouble, notamment en ordonnant la fermeture partielle ou totale de l'établissement pendant les heures et pour la durée qu'il détermine.

ARTICLE 92.

Il est interdit, en dehors des zones autorisées par le Bourgmestre, de faire de l'aéromodélisme, du nautisme et de l'automobile de type modèle réduit, radio téléguidée ou radio commandée. En tout état de cause, les bruits émis par ces appareils ne pourront porter atteinte à la tranquillité publique.

ARTICLE 93.

Toute réunion ouverte au public dans une salle pouvant contenir au moins cent cinquante personnes doit être portée à la connaissance du Bourgmestre au moins 8 jours avant sa date.

ARTICLE 94.

Si l'ordre public - notamment la tranquillité - est troublé autour d'un établissement accessible au public, du fait de comportements survenant dans ou autour de cet établissement, le Collège peut décider de fermer ledit établissement pour une durée qu'il détermine, en se conformant aux lois, règlements et ordonnances en vigueur. En tout état de cause et sauf urgence, le Collège devra entendre l' (les) exploitant(s) en ses (leurs) arguments.

Le Bourgmestre peut également décider de fermer l'établissement pour une durée maximale de trois mois. La mesure cessera immédiatement d'avoir effet si elle n'est pas confirmée par le Collège des Bourgmestre et Echevins lors sa prochaine réunion. En tout état de cause et sauf urgence, le Bourgmestre devra entendre l'exploitant en ses arguments.

CHAPITRE V - DES ESPACES VERTS

ARTICLE 95.

Au sens du présent chapitre, par espaces verts, il faut entendre les squares, parcs, jardins publics et d'une manière générale toutes portions de l'espace public situé hors voirie, ouvertes à la circulation des personnes et affectées, en ordre principal, à la promenade ou à la détente.

ARTICLE 96.

Le présent chapitre est applicable à tout usager des espaces verts. Il est affiché à une ou plusieurs entrées des espaces verts.

ARTICLE 97.

Les heures d'ouverture des espaces verts sont affichées à une ou plusieurs de leurs entrées. L'autorité compétente peut en ordonner la fermeture en cas de nécessité.

ARTICLE 98.

Nul ne peut pénétrer à l'intérieur des espaces verts en dehors des heures d'ouverture ou en cas de fermeture.

ARTICLE 99.

Sauf, autorisation écrite et préalable, nul ne peut dans les espaces verts :

1. Franchir les clôtures ;
2. Circuler dans des endroits dont l'accès est interdit ;
3. Abandonner, déposer ou jeter toute matière destinée à nourrir des animaux errants ou des pigeons ;
4. Utiliser les infrastructures à d'autres fins que celles auxquelles elles sont destinées ;
5. Aménager un abri dans un espace vert, notamment en vue d'y loger ;
6. Ramasser du bois ou d'y faire du feu aux endroits non prévus à cet effet ;
7. Déposer des déchets ;
8. Laisser les enfants de moins de 12 ans sans surveillance ;
9. Vendre quoi que ce soit, sauf autorisation du Collège ;
10. Apposer des panneaux ou affiches publicitaires ou commerciales sans l'autorisation de l'autorité communale ;
11. Prendre , tuer, blesser ou effrayer les animaux ainsi que détruire des nids ou œufs d'oiseaux ;
12. Camper sous une tente ou dans un véhicule sauf autorisation .

ARTICLE 100.

Les personnes physiques ou morales autorisées à exercer une activité dans un espace vert, qu'elle soit permanente ou temporaire, qu'elles agissent directement ou par le biais d'un tiers, devront prendre les dispositions nécessaires pour évacuer les déchets éventuellement générés par cette activité. Ces déchets ne pourront être stockés dans le parc, sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins.

ARTICLE 101.

Sauf autorisation délivrée par l'autorité compétente, aucun véhicule à moteur ne peut circuler ni stationner dans les espaces verts.

ARTICLE 102.

Les véhicules non motorisés, les cycles, les trottinettes, les planches à roulettes et les patins à roulettes sont interdits dans les espaces verts à l'exception des voitures d'enfants et de personnes moins valides, ainsi que des cycles conduits par des enfants de moins de 11 ans et dans la mesure où leur conduite ne met pas en danger la sécurité des autres usagers.

Les cycles, les trottinettes, les planches à roulettes et les patins à roulettes peuvent être utilisés aux endroits spécifiquement destinés à cet effet.

ARTICLE 103.

Les animaux doivent être tenus par tous moyens appropriés, à tout le moins par une laisse courte. Les animaux dont on a la garde ne pourront abandonner leurs déjections que dans les endroits spécialement aménagés à cet effet.

ARTICLE 104.

Il est interdit de pêcher et chasser sans autorisation.

ARTICLE 105.

Il est interdit de souiller les espaces verts de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise.

Il est interdit de souiller la glace qui s'est formée sur les pièces d'eau des espaces verts en y jetant ou y versant tout objet, toute substance quelconque ou tout animal mort ou vivant.

Il est interdit de se baigner dans les pièces d'eau des espaces verts ainsi que d'y laver ou d'y tremper quoi que ce soit.

ARTICLE 106.

Il est interdit d'enlever les bourgeons et fleurs ou plantes quelconques.

Il est interdit de mutiler, secouer ou écorcer les arbres, d'arracher ou de couper les branches, les fleurs ou toute autre plante, d'arracher les pieux et autres objets servant à la conservation des plantations, de dégrader les chemins et allées, de s'introduire dans les massifs et les tapis végétaux, de les détruire ou de les endommager et de grimper aux arbres.

ARTICLE 107.

1. L'accès aux pelouses est interdit à toute personne et à tout animal, pour autant que cette interdiction soit signalée par des panneaux spécifiques.

2. L'accès aux pelouses est autorisé :

- soit pour les personnes exclusivement à la promenade ou au repos;
- soit pour les personnes qui peuvent également y pratiquer des jeux de ballon, dans la mesure où ceux-ci ne portent pas atteinte à la sécurité et/ou à la tranquillité des autres usagers;
- soit pour y pratiquer le tir à l'arc. Les organisateurs seront tenus de prendre toutes les mesures pour garantir la sécurité des pratiquants, des spectateurs et des passants.

3. L'accès aux pelouses se fait sous la seule responsabilité des usagers.

4. Le Collège des Bourgmestre et Echevins, peut, sur avis du service technique des espaces verts, déroger au présent article pour l'organisation d'événements exceptionnels.

CHAPITRE VI - DES ANIMAUX

ARTICLE 108.

Il est interdit sur la voie publique:

1. de laisser divaguer un animal quelconque; les animaux divaguant seront placés conformément à l'article 9 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ;
2. d'abandonner des animaux à l'intérieur d'un véhicule en stationnement s'il peut en résulter un danger ou une incommodité pour les personnes ou pour les animaux eux-mêmes; cette disposition est également applicable dans les parkings publics;
3. de se trouver avec des animaux agressifs ou enclins à mordre des personnes ou d'autres animaux, s'ils ne sont pas muselés, ou porteurs de maladies contagieuses; cette disposition est également applicable dans les lieux accessibles au public ;
4. de se trouver avec des animaux dont le nombre, le comportement ou l'état de santé pourraient porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité publiques;
5. d'exciter un chien à l'attaque ou à l'agressivité, ou de l'inciter ou de le laisser attaquer ou poursuivre des passants ou d'autres animaux domestiques, même s'il n'en est résulté aucun mal ou dommage.

ARTICLE 109.

Sauf autorisation, le dressage de tout animal est interdit sur l'espace public.

Cette disposition ne s'applique pas au dressage d'animaux par les services de police.

ARTICLE 110.

Les animaux doivent être maîtrisés et maintenus par tout moyen, et au minimum par une laisse courte, à tout endroit de la voie publique en ce compris les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public.

ARTICLE 111.

Les propriétaires d'animaux ou les personnes qui en ont la garde même occasionnelle ont l'obligation de veiller à ce que ces animaux:

- n'incommodent pas le public de quelque manière que ce soit;
- n'endommagent pas les plantations ou autres objets se trouvant sur l'espace public.
- ne causent pas de tort aux autres animaux.

ARTICLE 112.

Conformément à l'article 5 du présent règlement, les personnes qui accompagnent un chien sont tenues de faire disparaître les excréments déféqués par l'animal sur l'espace public, en ce compris les squares, les parcs, les espaces verts des avenues et les jardins publics, mais à l'exception des endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet.

Toute personne accompagnant l'animal sur la voie publique ou dans un espace vert doit dès lors être munie du matériel nécessaire au ramassage des déjections. Ce matériel doit pouvoir être présenté à la première demande des fonctionnaires de police et des agents communaux mandatés.

ARTICLE 113.

Il est interdit sur la voie publique de faire garder des véhicules et autres engins par des chiens, même mis à l'attache ou placés à l'intérieur des voitures.

ARTICLE 114.

Il est interdit d'introduire un animal quelconque même tenu par un moyen approprié dans les établissements accessibles au public dont l'accès lui est interdit soit par un règlement intérieur affiché à l'entrée, soit par des écriteaux et pictogrammes, le tout sans préjudice des dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène des locaux et des personnes dans le secteur alimentaire.

CHAPITRE VII - DU COMMERCE AMBULANT

ARTICLE 115.

Le collège des bourgmestre et échevins détermine les emplacements fixes réservés à l'exercice du commerce ambulant.

Ces emplacements ne pourront être occupés qu'avec l'autorisation du bourgmestre, selon la procédure déterminée par la commune.

ARTICLE 116.

Il est interdit aux personnes exerçant leur profession sur les emplacements occupés conformément aux dispositions de l'article précédent, d'y annoncer leur présence par des cris ou boniments ou à l'aide d'instruments quelconques.

ARTICLE 117.

Les commerçants qui exercent leur activité à l'aide d'un véhicule ne peuvent porter atteinte à la sécurité publique et la commodité du passage, à la tranquillité publique, à la propreté publique ni à la salubrité publique.

Sans préjudice de l'article 33 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, ces commerçants ne pourront pas faire usage, pour informer la clientèle de leur passage, de moyens sonores pouvant porter atteinte à la tranquillité publique.

ARTICLE 118.

§1. Il est interdit:

1. d'organiser une kermesse ou d'exploiter un métier forain sur un terrain privé accessible au public

- sans autorisation de l'autorité compétente;
2. d'installer un métier forain ou de maintenir son installation en dehors des endroits et dates prévus pour chaque kermesse ou fête foraine, soit par le cahier des charges qui y est relatif, soit par l'autorité compétente, ainsi que dans les cas où ce dernier ordonne le retrait de la concession ou de l'autorisation;
 3. aux exploitants d'installer leurs véhicules ailleurs qu'aux emplacements désignés par l'administration.

Les métiers forains et les véhicules placés en infraction avec la présente disposition devront être déplacés à la première injonction de la police, faute de quoi il y sera procédé par les soins de l'administration aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. En cas d'infraction au présent article, le collège des bourgmestre et échevins pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation qui aura été accordée.

CHAPITRE VIII - SANCTIONS DE DISPOSITIONS CIVILES

ARTICLE 119.

Le bailleur ou mandataire du bailleur qui, dans toute communication publique ou officielle relative à la mise en location d'un bien affecté à l'habitation au sens large, n'a pas annoncé le montant du loyer demandé ou celui des charges communes pourra, conformément à l'article 1716 du Code civil, faire l'objet d'une amende administrative d'un montant de 50 à 200 euros.

CHAPITRE IX - INFRACTIONS MIXTES ET DE STATIONNEMENT

Section 1.

Infractions mixtes

ARTICLE 120.

Par infraction mixte, il est entendu toute infraction punissable à la fois administrativement et pénalement.

ARTICLE 121.

Conformément à l'article 3 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives, le conseil prévoit une sanction administrative pour les infractions visées au code pénal, et en particulier en ses articles suivants :

- « Article 448 : Quiconque aura injurié une personne soit par des faits, soit par des écrits, images ou emblèmes, dans l'une des circonstances indiquées à l'article 444, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de vingt-six [euros] à cinq cents [euros], ou d'une de ces peines seulement. Sera puni des mêmes peines quiconque, dans l'une des circonstances indiquées à l'article 444, aura injurié par paroles, en sa qualité ou en raison de ses fonctions, une personne dépositaire de l'autorité ou de la force publique, ou ayant un caractère public.
- Article 521a1 3 : La peine prévue au deuxième alinéa est applicable en cas de destruction, en tout ou en partie, ou de mise hors d'usage à dessein de nuire, de voitures, wagons et véhicules à moteur.
- Article 526 : Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six euros à cinq cents euros, quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé :
 - Des tombeaux, signes commémoratifs ou pierres sépulcrales;
 - Des monuments, statues ou autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés par l'autorité compétente ou avec son autorisation;
 - Des monuments, statues, tableaux ou objets d'art quelconques, places dans les églises, temples ou autres édifices publics.
- Article 534bis : § 1er. Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de vingt-six euros à deux cents euros ou d'une de ces peines seulement, quiconque réalise sans autorisation des graffitis sur des biens mobiliers ou immobiliers.
§ 2. Le maximum de l'emprisonnement est porté à un an d'emprisonnement en cas de récidive sur une infraction visée au paragraphe premier dans les cinq années à compter de la date d'un jugement antérieur portant condamnation et passé en force de chose jugée.
- Article 534ter : Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de vingt-six euros à deux cents euros ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura volontairement dégradé les propriétés immobilières d'autrui.
- Article 537 : Quiconque aura méchamment abattu un ou plusieurs arbres, coupé, mutilé ou écorcé ces arbres de manière à les faire périr, ou détruit une ou plusieurs greffes, sera puni :
 - A raison de chaque arbre, d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six euro] à cent euros ;
 - A raison de chaque greffe, d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours et d'une amende de vingt-six euros à cinquante euros, ou d'une de ces peines seulement.
 - Dans aucun cas, la totalité de la peine n'excédera trois ans pour l'emprisonnement, ni cinq cents euros pour l'amende.
- Article 545 : Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six euros à deux cents euros, ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura, en tout ou en partie, comblé des fossés, coupé ou arraché des haies vives ou sèches, détruit des clôtures rurales ou urbaines, de quelques matériaux qu'elles soient faites; déplace ou supprimé des

bornes, pieds corniers ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir les limites entre différents héritages.

- Article 559: Seront punis d'une amende de dix euros à vingt euros :

1° Ceux qui, hors les cas prévus par le chapitre III, titre IX, livre II du présent code, auront volontairement endommagé ou détruit les propriétés mobilières d'autrui

- Article 561: Seront punis d'une amende de dix euros à vingt euros et d'un emprisonnement d'un jour à cinq jours, ou d'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui se seront rendus coupables de bruits ou tapages nocturnes de nature à troubler la tranquillité des habitants;)

- Article 563: Seront punis d'une amende de quinze euros à vingt-cinq euros et d'un emprisonnement d'un jour à sept jours, ou d'une de ces peines seulement :

2° Ceux qui auront volontairement dégradé des clôtures urbaines ou rurales, de quelques matériaux qu'elles soient faites;

3° Les auteurs de voies de fait ou violences légères, pourvu qu'ils n'aient blessé ni frappé personne, et que les voies de fait n'entrent pas dans la classe des injures; particulièrement ceux qui auront volontairement, mais sans intention de l'injurier, lancé sur une personne un objet quelconque de nature à l'incommoder ou à la souiller;

- Art. 563bis: Seront punis d'une amende de quinze euros à vingt-cinq euros et d'un emprisonnement d'un jour à sept jours ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, sauf dispositions légales contraires, se présentent dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie, de manière telle qu'ils ne soient pas identifiables. Toutefois, ne sont pas visés par l'alinéa 1er, ceux qui circulent dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie de manière telle qu'ils ne soient pas identifiables et ce, en vertu de règlements de travail ou d'une ordonnance de police à l'occasion de manifestations festives. »

Section 2.

Infractions de stationnement

ARTICLE 122.

Il est prévu une sanction administrative communale pour les infractions de stationnement conformément aux modalités prévues par le roi.

CHAPITRE X - PROCEDURES

ARTICLE 123.

Le présent chapitre se base sur les dispositions de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et aux différents arrêtés royaux dont la loi fait référence.

Section 1.

Procédure des sanctions administratives

ARTICLE 124.

Les sanctions administratives communales suivantes sont prévues :

- une amende administrative qui s'élève au maximum à 175 euros ou 350 euros selon que le contrevenant est mineur ou majeur;
- la suspension administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune
- le retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune;
- la fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

ARTICLE 125.

L'amende administrative est infligée par le fonctionnaire sanctionnateur de la commune.

ARTICLE 126.

Les autres sanctions administratives sont infligées par le Collège des bourgmestre et échevins moyennant un avertissement écrit au contrevenant, envoyé au plus tard un mois avant la prise de décision de la sanction.

ARTICLE 127.

Toute infraction au règlement général de police peut-être constatée par un agent de police ou un fonctionnaire de police. Le constat des infractions sera transmis dans les plus brefs délais et au plus tard deux mois après la constatation des faits au fonctionnaire sanctionnateur, excepté pour les dispositions prévues aux sections deux et cinq du présent chapitre.

ARTICLE 128.

Toute infraction reprise aux chapitres 1 à 8 ainsi qu'au chapitre 9 section 2 du présent règlement peuvent faire l'objet d'un constat par des agents communaux répondant aux conditions fixées par le Roi et désignés par le conseil communal.

En cas de constatations d'infractions pouvant donner lieu à une sanction administrative, dont ils sont les témoins directs et dans le cadre strict des compétences qui leur sont accordées, les employés communaux peuvent demander la présentation d'une pièce d'identité afin de déterminer l'identité exacte du contrevenant. Elles restituent ensuite immédiatement cette pièce d'identité à l'intéressé.

Le constat des infractions sera transmis dans les plus brefs délais et au plus tard dans les deux mois de la constatation des faits au fonctionnaire sanctionnateur.

ARTICLE 129.

Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur décide qu'il y a lieu d'entamer la procédure administrative, il

communiqué au contrevenant par lettre recommandée :

- les faits et leur qualification ;
- que le contrevenant a la possibilité d'exposer, par lettre recommandée, ses moyens de défense dans un délai de quinze jours à compter du jour de la notification, et qu'il a, à cette occasion, le droit de demander au fonctionnaire sanctionnateur de présenter oralement sa défense;
- que le contrevenant a le droit de se faire assister ou représenter par un conseil;
- que le contrevenant a le droit de consulter son dossier;
- une copie du procès-verbal ou du constat susmentionné.

ARTICLE 130.

Le fonctionnaire sanctionnateur détermine le jour où le contrevenant est invité à exposer oralement sa défense.

Si le fonctionnaire sanctionnateur estime qu'une amende administrative n'excédant pas les 70 euros doit être imposée, le contrevenant majeur n'a pas le droit de demander de présenter oralement sa défense.

ARTICLE 131.

La décision du fonctionnaire sanctionnateur est prise dans un délai de six mois et portée à la connaissance des intéressés.

Ce délai de six mois prend cours à partir du jour de la constatation des faits.

ARTICLE 132.

Après l'expiration du délai fixé par l'article 129 ou avant l'expiration de ce délai, lorsque le contrevenant signifie ne pas contester les faits ou, le cas échéant, après la défense orale ou écrite de l'affaire par le contrevenant ou son conseil, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger l'amende administrative.

Le fonctionnaire sanctionnateur notifie sa décision au contrevenant par lettre recommandée et, en cas d'infractions reprises au chapitre 9 du présent il notifie également sa décision au procureur du Roi.

La notification reprend également les informations visées aux articles 9, § 1er, 10 et 12 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

ARTICLE 133.

Le fonctionnaire sanctionnateur transmet une copie du procès-verbal ou du constat ainsi qu'une copie de sa décision à toute partie qui a un intérêt légitime et qui lui a adressé au préalable une demande écrite et motivée.

ARTICLE 134.

La décision d'imposer une amende administrative a force exécutoire à l'expiration du délai d'un mois à compter du jour de sa notification, sauf en cas d'appel conformément à l'article suivant.

ARTICLE 135.

La commune ou le contrevenant, en cas d'amende administrative peut introduire un recours par requête écrite auprès du tribunal de police, selon la procédure civile, dans le mois de la notification de la décision.

Section 2.

Procédure de sanctions administratives en cas d'infractions mixtes

ARTICLE 136.

Par dérogation à la section précédente, si une infraction est à la fois punissable pénalement et administrativement, les dispositions de l'article 23 de la loi du 24 juin 2013 concernant les sanctions administratives communales seront de stricte application.

ARTICLE 137.

A défaut de protocole d'accord et pour les infractions visées aux articles 448 (injures) et 521 (dégradations de véhicule) du Code pénal, le fonctionnaire sanctionnateur ne peut infliger une amende administrative ou proposer une mesure alternative à celle-ci qu'au cas où le procureur du Roi a, dans un délai de 2 mois, fait savoir qu'il trouve cela opportun et que lui-même ne réservera pas de suite aux faits.

ARTICLE 138.

A défaut de protocole d'accord et pour les infractions visées aux articles 526 (destruction ou dégradation de tombeaux, monuments ou objets d'art), 534bis (graffitis), 534ter (dégradations des propriétés immobilières), 537 (destruction des arbres ou greffes), 545 (destruction de clôtures, déplacement ou suppression des bornes et pieds corniers), 559 1° (dégradation ou destruction volontaire de propriétés mobilières), 561 1° (tapages nocturnes), 563 2° (dégradations volontaires des clôtures), 563 3° (voies de fait ou violences légères), 563 bis (visage non identifiable dans un lieu public) du Code pénal, le procureur du Roi dispose d'un délai de 2 mois, à compter du jour de la réception de l'original du procès-verbal, pour informer le fonctionnaire sanctionnateur qu'une information ou une instruction a été ouverte ou que des poursuites ont été entamées ou qu'il estime devoir classer sans suite le dossier à défaut de charges suffisantes. Cette communication éteint la possibilité pour le fonctionnaire sanctionnateur d'imposer une amende administrative. Le fonctionnaire sanctionnateur ne peut infliger l'amende administrative ou proposer une mesure alternative à celle-ci avant l'échéance de ce délai. Passé celui-ci, les faits ne peuvent être sanctionnés que de manière administrative. Le fonctionnaire sanctionnateur peut, cependant, infliger une amende administrative ou proposer une mesure alternative à celle-ci avant l'échéance de ce délai si, avant l'expiration de celui-ci, le procureur du Roi, sans remettre en cause la matérialité de l'infraction, a fait savoir qu'il ne réservera pas de suite aux faits.

ARTICLE 139.

Si un protocole d'accord a été conclu avec le Procureur du Roi et ratifié par le conseil communal, ce

dernier sera annexé au règlement général de police et ce seront alors les modalités de ce protocole d'accord qui seront d'application.

Section 3.

Procédure de peines alternatives à la sanction

ARTICLE 140.

Pour les infractions autres que les infractions relatives aux stationnements gênants tels que prévus à l'article 122 et si le fonctionnaire sanctionnateur l'estime opportun, il est prévu les mesures de peines alternatives à l'amende suivantes :

1. Une médiation locale encadrée par soit un médiateur répondant aux conditions minimales définies par le Roi ou soit un service de médiation spécialisé et agréé par la commune. La médiation locale se déroulera selon les conditions et les modalités déterminées par le Roi. La médiation locale ne peut avoir lieu qu'avec l'accord du contrevenant et uniquement si une victime a été identifiée.
2. Une prestation citoyenne encadrée par une personne agréée par le collège des bourgmestre et échevins de la commune ou une personne morale désignée expressément par lui. Cette mesure ne pourra excéder 30 heures, devra être prestée dans les 6 mois à partir de la date de notification de la décision du fonctionnaire sanctionnateur. Elle consiste en :
 - Une formation
 - Une prestation non rémunérée au bénéfice d'un service communal ou d'une personne de droit public, une fondation ou une association sans but lucratif désignée par la commune.

ARTICLE 141.

Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate la réussite de la médiation, il ne peut plus infliger d'amendes administratives.

En cas de refus de l'offre de médiation locale ou en cas d'échec de celle-ci, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit proposer une prestation citoyenne, soit infliger une amende administrative.

Section 4.

Procédure en cas d'infraction commise par un mineur

ARTICLE 142.

Le mineur ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits, peut faire l'objet d'une amende administrative de maximum 175 €, même si cette personne est devenue majeure au moment du jugement des faits. Les parents, tuteur ou personnes qui ont la garde du mineur, sont civilement responsables du paiement de l'amende administrative. A cet égard, une copie de toute correspondance envoyée au mineur sera transmise à ses parents, tuteur ou personnes qui en ont la garde.

ARTICLE 143.

Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur décide d'entamer la procédure administrative il en avise le bâtonnier de l'ordre des avocats, afin qu'un avocat soit désigné au plus tard dans les 2 jours ouvrables à compter de cet avis. Une copie de l'avis informant le bâtonnier est jointe au dossier.

ARTICLE 144.

L'offre de médiation locale est obligatoire et les parents, tuteur ou personnes qui ont la garde du mineur peuvent, à leur demande, accompagner le mineur lors de la médiation. Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate la réussite de la médiation, il ne peut plus infliger une amende administrative.

ARTICLE 145.

En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit proposer une prestation citoyenne (d'une durée maximum de 15h), soit infliger une amende administrative.

ARTICLE 146.

Une procédure d'implication parentale peut être prévue préalablement à l'offre de médiation, de prestation citoyenne ou, le cas échéant, l'imposition d'une amende administrative.

Dans le cadre de cette procédure, le fonctionnaire sanctionnateur porte, par lettre recommandée, à la connaissance des parents, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur, les faits constatés et sollicite leurs observations orales ou écrites, vis-à-vis des faits et des éventuelles mesures éducatives à prendre, dès la réception du procès-verbal ou du constat. Il peut à cette fin demander une rencontre avec les parents, tuteur, ou personnes qui ont la garde de ce dernier.

Après avoir recueilli les observations et/ou avoir rencontré le contrevenant mineur ainsi que ses parents, tuteur ou personnes qui en ont la garde et s'il est satisfait des mesures éducatives présentées par ces derniers, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit clôturer le dossier à ce stade de la procédure, soit entamer la procédure administrative.

Section 5.

Procédure d'amendes administratives en cas de stationnement gênant

ARTICLE 147.

Une amende administrative est prévue pour les infractions à l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de circulation routière et de l'usage de la voie publique et plus particulièrement pour les infractions définies par le Roi et selon les modalités qu'il a fixées.

ARTICLE 148.

Il est prévu pour les personnes n'ayant ni domicile, ni résidence fixe en Belgique et enfreignant les dispositions de l'article 147 un paiement immédiat de l'amende.

ARTICLE 149.

Le fonctionnaire sanctionnateur fait part au contrevenant, dans les quinze jours à compter de la réception de la constatation de l'infraction, par envoi ordinaire, des données relatives aux faits constatés et à l'infraction commise ainsi que du montant de l'amende administrative.

ARTICLE 150.

L'amende administrative est payée par le contrevenant dans les trente jours de la notification de celle-ci, sauf si celui-ci fait connaître par envoi ordinaire, dans ce délai, ses moyens de défense au fonctionnaire sanctionnateur.

ARTICLE 151.

Le contrevenant peut-être entendu dans ce délai, à sa demande, lorsque le montant de l'amende administrative est supérieur à 70 euros.

Si le fonctionnaire sanctionnateur déclare les moyens de défense non fondés, il en informe le contrevenant, de manière motivée, avec renvoi au paiement de l'amende administrative qui doit être payée dans un nouveau délai de trente jours à compter de cette notification.

Si l'amende administrative n'est pas payée dans le premier délai de trente jours, excepté en cas de moyens de défense, un rappel est envoyé avec une invitation à payer dans un nouveau délai de trente jours à compter de la notification de ce rappel.

CHAPITRE XI - DISPOSITIONS FINALES**ARTICLE 152.**

Le présent règlement entrera en vigueur le 6 décembre 2014.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 26 novembre 2014.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 26 november 2014

Voorwerp nr 25 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Etienne Noel, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, H. Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Mevr. Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Barbara Trachte, Berrin Saglam, Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Saït Köse, Schepen; Mevr. Cécile Jodogne, HH. Emin Ozkara, Halis Kökten, Mevr. Mahinur Ozdemir, HH. Mohamed Reghif, Hasan Koyuncu, Bram Gilles, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Verbetering van het artikel 127 van het algemeen politiereglement #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de wet van 24 juni 2013, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op datum van 1 juli 2013, betreffende de gemeentelijke administratieve sancties en de Koninklijke besluiten die hierop volgen; Gelet dat de hierboven vermelde wet in voege treedt op de eerste dag van de zesde maand die volgt op de publicatie in het Belgisch Staatsblad, zijnde 1 januari 2014, en deze artikel 119 bis en 119 ter van de Nieuwe gemeentewet opheft;

Overwegende dat het algemeen politiereglement van 26 juni 2013, in werking tredend op 8 juli 2013, juridisch gebaseerd is op de vroegere wetgeving en dat bijgevolg een aanpassing van het reglement zich opdringt zodanig dat men kan genieten van de nieuwe bepalingen voorzien in de nieuwe wetgeving; Overwegende dat door het systeem van de gemeentelijke administratieve sancties, de gemeente de gelegenheid krijgt om vlugger en op een efficiëntere manier de strijd aan te gaan met de "kleine criminaliteit" alsook tegen verstoringen aangaande de netheid, gezondheid, veiligheid en de openbare rust en tegen de openbare verstoringen op haar grondgebied;

Overwegende dat het noodzakelijk was om enkele bepalingen van het oude algemeen politiereglement te herzien, zowel op het niveau van de verstaanbaarheid als op het niveau van de gemakkelijke toepassing in de praktijk;

Overwegende dat er nieuwe bepalingen zijn toegevoegd aan het algemeen politiereglement zodanig dat nieuwe gedragingen kunnen gereguleerd worden;

Overwegende dat voor de goede werking van het systeem van de administratieve sancties er een noodzaak is om het algemeen politiereglement zoveel mogelijk te uniformiseren op het gebied van de gehele politiezone;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLUIT

Het algemeen politiereglement van de gemeente Schaarbeek als volgt :

HOOFDSTUK I - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 1.

Het onderhavig reglement heeft tot doel om de bewoners te laten genieten van de voordelen van goede politie, voornamelijk aangaande de netheid, gezondheid, de veiligheid en de rust op de openbare weg, op de plaatsen die toegankelijk zijn voor het publiek en de publieke gebouwen.

Artikel 2.

De openbare weg is dat gedeelte van het gemeentelijk grondgebied dat in hoofddorde bestemd is voor het verkeer van personen of voertuigen en voor iedereen toegankelijk is binnen de bij de wetten , besluiten en verordeningen bepaalde perken.

Het omvat onder andere :

a) de verkeerswegen met inbegrip van de bermen en de voetpaden;

b) de openbare ruimten, aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, voortuinen, wandelplaatsen en markten.

Worden gelijkgesteld met de openbare weg, de installaties voor het vervoer en de bedeling van openbaar nut van goederen, energie en signalen.

Artikel 3.

1. De in onderhavig reglement beoogde toelatingen worden precair en herroepbaar afgegeven, in de vorm van een persoonlijke en onoverdraagbare titel, die de gemeente niet aansprakelijk stelt.

Ze kunnen op ieder moment door de bevoegde overheid ingetrokken worden wanneer het algemeen belang het vereist.

2. Ieder begunstigde van een toelating die afgeleverd werd op grond van dit reglement wordt er toe gehouden om de voorwaarden ervan na te leven, alsook om er op toe te zien dat diens voorwerp geen schade kan berokkenen aan anderen, noch de openbare veiligheid, rust, gezondheid of netheid in het gedrang kan brengen.
3. De gemeente is niet aansprakelijk voor de schade die kan voortvloeien uit de - al dan niet foutieve - uitoefening van de bij de toelating beoogde activiteit.
4. Wanneer de toelatingsakte betrekking heeft op :
 - een activiteit of een evenement in een voor het publiek toegankelijke plaats, moet deze zich op de plaats in kwestie bevinden.
 - een activiteit op de openbare ruimte of een bezetting ervan, moet de begunstigde deze bij zich hebben tijdens de activiteit of de bezetting.

In beide gevallen moet de akte getoond worden aan een bevoegde agent.

Artikel 4.

Wanneer de openbare veiligheid, netheid, gezondheid of rust in het gedrang zijn door situaties die hun oorzaak hebben in privé-eigendommen, kan de Burgemeester de nodige besluiten nemen.

De eigenaars, huurders, bezetters of zij die er op een of andere manier verantwoordelijk voor zijn, moeten er zich naar schikken.

In geval van weigering of vertraging in de uitvoering van de bij voornoemde besluiten voorgeschreven maatregelen, alsook indien het onmogelijk is ervan aan de betrokkenen kennis te geven, kan de burgemeester er ambtshalve toe doen overgaan, op risico van de in gebreke blijvende partijen, die solidair de betaling van de kosten moeten dragen.

Artikel 5.

Ieder persoon die de voorschriften van onderhavig reglement niet naleeft zal burgerrechtelijk aansprakelijk worden gesteld voor de schade die daaruit kan voortvloeien.

De gemeente is niet aansprakelijk voor de schade die zou voortvloeien uit de niet-naleving van de bij onderhavig reglement voorgeschreven bepalingen.

Artikel 6.

Wanneer de openbare veiligheid, netheid, gezondheid of rust in het gedrang komen door toestanden die hun oorsprong vinden hebben in privé-eigendommen, kan de burgemeester de nodige besluiten nemen. De eigenaars, huurders, bezetters of zij die er op een of andere manier verantwoordelijk voor zijn, moeten er zich naar schikken.

In geval van weigering of vertraging in de uitvoering van de bij voornoemde besluiten voorgeschreven maatregelen, alsook indien het onmogelijk is ze aan de betrokkenen te betekenen, kan de burgemeester er ambtshalve toe doen overgaan, op risico van de in gebreke blijvende partijen die solidair de kosten moeten dragen.

Artikel 7.

Ieder persoon die zich op de openbare weg bevindt of in een voor het publiek toegankelijke plaats, moet zich onmiddellijk schikken naar de verzoeken of bevelen van de bevoegde agenten, met het oog op :

1. het respecteren van de wetten, decreten, besluiten en reglementen ;
2. Vrijwaring van de openbare veiligheid, rust, netheid of gezondheid.
3. vereenvoudiging van de taken van de hulpdiensten en de bijstand aan personen in gevaar.

Deze verplichting is tevens van toepassing op personen die zich in een privé-eigendom bevinden, wanneer de bevoegde agenten er zijn binnengegaan op verzoek van de bewoners of in geval van brand, overstroming ,hulpgeroep, een misdaad of een inbreuk op heterdaad of het afkondigen van het algemeen gemeentelijk urgentie-interventieplan of elk hoger plan.

Hoofdstuk II - DE OPENBARE NETHEID EN SALUBRITEIT.

Afdeling 1.

Netheid van de openbare weg

Artikel 8.

Het is verboden op welke manier dan ook, door eigen toedoen of door toedoen van personen, dieren of zaken waarover men toezicht of zeggenschap heeft :

- voorwerpen van openbaar nut;
- plaatsen van de openbare weg;
- galerijen en doorgangen op private grond die voor het publiek toegankelijk zijn, te vervuilen.

Artikel 9.

Behoudens voorafgaande toelating van de Burgemeester, is het verboden, met welk produkt dan ook, tekens of opschriften te maken op de openbare weg.

Artikel 10.

De verkopers dienen het nodige te doen opdat hun klanten de openbare weg rond hun handel niet vervuilen door hun toedoen of door hun klanten.

Ze zijn ertoe gehouden om de netheid ervan te waarborgen.

Artikel 11.

Het is verboden te urineren of uitwerpselen achter te laten op de openbare weg of in openbare plaatsen en parken, galerijen en doorgangen op privé-gebied die voor het publiek toegankelijk zijn, elders dan de

in de daartoe bestemde plaatsen.

Het is verboden te spuwen op een openbare plaats of een voor het publiek toegankelijke plaats.

Artikel 12.

Het is verboden naar een persoon een zaak te werpen die de betrokkene kan hinderen of vuil maken.

Afdeling 2.

Voetpaden, bermen en onderhoud van eigendommen

Artikel 13.

De voetpaden en bermen van bewoonde of onbewoonde gebouwen dienen te worden onderhouden en schoon gehouden. Deze verplichtingen berust op :

- de bewoner van het gedeelte dat gelegen is aan de straatkant op het niveau van het gelijkvloers, tenzij er een tegengestelde conventie is opgesteld tussen de eigenaar en huurders.
- Indien de woning op de gelijkvloersonbewoond is, is het onderhoud de verantwoordelijkheid van de opeenvolgende bewoners van de hogere verdiepingen en dit volgens oplopende volgorde.
- Indien het gebouw volledig leeg is, is het onderhoud de verantwoordelijkheid van de eigenaar.

Indien in eender welke conventie een regeling werd getroffen waarbij het onderhoud ten laste is van een derde, is het aan de persoon die verantwoordelijk wordt geacht om een kopie van die conventie te bezorgen.

De voetpaden en bermen mogen in geen geval schoongemaakt worden tussen 22u 's avonds en 7u 's morgens.

Onder voetpad verstaat men de doorgaans ten opzichte van rijweg verhoogde berm, die langs de rooilijn gelegen is en voor de voetgangers bestemd is.

De berm is de ruimte of het gedeelte van de weg dat niet in de rijweg inbegrepen is.

Artikel 14.

De goede staat van onbebouwde terreinen en onbebouwde gedeelten van eigendommen moet op ieder moment gewaarborgd worden door de eigenaar van het terrein, wat met name inhoudt dat erover dient gewaakt te worden dat de begroeiing noch de netheid, noch de openbare veiligheid bedreigt en erover te waken dat er geen vuil gestort wordt.

De gemeentelijke overheid kan aan de eigenaar van een onbebouwd terrein opleggen om het desbetreffende terrein af te sluiten om redenen van netheid of gezondheid.

Afdeling 3.

Wateroppervlakten, waterwegen, kanaliseringen

Artikel 15.

Het is formeel verboden de leidingen voor de afvoer van regen- of afvalwater te versperren.

Artikel 16.

Behoudens schriftelijke toelating is het verboden om de riolen gelegen in de openbare ruimte te ontstoppen, schoon te maken, te herstellen of er aansluitingen op aan te brengen.

Het verbod is niet van toepassing op de vrijmaking van kolken als de minste vertraging de aangrenzende eigendommen schade zou kunnen berokkenen en voor zover er niets wordt gedemonteerd of uitgegraven.

Artikel 17.

Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 16, mag niemand het gebruikte huiselijke water komende van binnen de eigendom, laten afvloeien of gooien op de openbare weg.

Het is eveneens verboden het regenwater afkomstig van bebouwde eigendommen op de openbare ruimten te laten afvloeien.

De eigenaars zullen onderhavig artikel naleven met respect voor de normen opgelegd door de reglementen van stedenbouw.

Artikel 18.

Het is verboden het ijs op stilstaand water en waterwegen, riolen en rioolkolken te vervuilen door er voorwerpen, vloeistoffen of dode of levende dieren op te werpen of te gieten.

Artikel 19.

Het is verboden te baden in rivieren, kanalen, vijvers, bekkens, fontein, er dieren in te laten baden of wassen of er eender wat in onder te dompelen.

Afdeling 4.

Verwijdering van bepaalde afvalstoffen

Artikel 20.

Iedere persoon die een container wenst te plaatsen op de openbare weg moet hiervoor een uitdrukkelijke toelating van de gemeente hebben . Zij zal er op toezien dat de container geplaatst wordt met respect voor de normen van het onderhavig reglement en de verkeersreglementering.

Artikel 21.

De door de gemeente voor afval voorbehouden plaatsen moeten volkomen net worden gehouden.

- ze zijn voorbehouden voor de inwoners van de gemeente;
- het storten van groenafval door beroepstuiniers is er verboden.

Artikel 22.

Wie op de openbare weg of in de nabijheid daarvan huisvuil plaatst om opgehaald te worden door de bevoegde dienst, is verplicht dit in een conforme verpakking te verzamelen die voldoende sterk, waterdicht en gesloten is, om te vermijden dat het huisvuil de openbare weg zou bevuild.

Het is verboden om vuilnis te verspreiden uit vuilniszakken op de openbare weg.

De conforme verpakkingen mogen slechts gedeponeerd worden op de openbare ruimten of in diens nabijheid ten vroegste om 18h00, de avond voor het tijdstip van ophaling van het vuil.

Het is verboden om de conforme verpakkingen met vuilnis te deponeren rond de bomen. De bewoners moeten hun vuilnis op het voetpad voor het gebouw deponeren dat ze bewonen, op zulke manier dat het verkeer niet gehinderd wordt en ze perfect zichtbaar zijn vanaf de straat.

Indien de dienst voor ophaling van het vuilnis, het vuilnis niet heeft opgehaald op de daardoor voorziene uren, moet éénieder in de mate van het mogelijke het vuilnis opnieuw naar binnen halen indien dit nog identificeerbaar is of op zijn minst contact opnemen met het nummer **0800/98.181** om deze van het probleem op de hoogte te stellen.

Artikel 23.

Het is verboden om zich te ontdoen in een openbare vuilnisbak, van huishoudelijk afval of ander afval dan datgene dat geconsumeerd wordt op de openbare weg.

Afdeling 5.

Onderhoud van voertuigen

Artikel 24.

Het is verboden op de openbare weg het onderhoud, de smering, olieversing of herstelling van voertuigen of stukken van deze voertuigen te doen, met uitzondering van zeer beperkte interventies teneinde het voertuig in staat te stellen zijn weg voort te zetten of weggesleept te worden.

Afdeling 6.

Vuur, stof en varia

Artikel 25.

1. Het is verboden de buurt op een ongepaste wijze te storen met rook, geuren of uitwasemingen van welke bron dan ook, alsook met stof of projectielen van allerlei aard. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het eveneens verboden vuur te maken buiten gebouwen en in open lucht afval te verbranden, met inbegrip van groenafval zoals beoogd bij artikel 19 van onderhavig reglement. Onverminderd het eerste lid zijn barbecues toegelaten in private tuinen en enkel als er gebruik wordt gemaakt van vaste of mobiele barbecuestellen of op privéterrassen binnen eilanden indien het fornuis op minimum 2 meter van de façade is geplaatst.
2. Voor het evacueren van rook komende van de keukens uit de horecasector is de plaatsing verplicht via een professioneel in infrastructuur voor de horeca, van een systeem dat de evacuatie van geur en vetten in de atmosfeer belet.

Afdeling 7.

Logeren en kamperen

Artikel 26.

Behoudens voorafgaandelijke schriftelijke toelating is het verboden op het hele grondgebied van de gemeente en op iedere plaats van de openbare weg te slapen of te kamperen in een wagen, een caravan of een daartoe ingericht voertuig.

Behoudens voorafgaandelijke schriftelijke toelating, is het eveneens op een privé-terrein te verblijven in een mobiel onderkomen zoals een woonaanhangwagen, een caravan of een motorhome.

Afdeling 8.

Strijd tegen schadelijke dieren

Artikel 27.

Behoudens voorafgaandelijke schriftelijke toelating, is het verboden op de openbare ruimte en op de openbare plaatsen zoals parken en tuinen (straten, beplantingen, plaatsen, ...) eender welke materie voor de voeding van zwervende dieren of duiven achter te laten, te deponeren of te werpen.

Hetzelfde verbod geldt ook op privéwegen, binneplaatsen, tuinen en andere delen van een gebouw, indien in casu werd aangetoond dat deze praktijk een hinder inhoudt voor de burens of indien dit dieren aantrekt die de openbare rust of de gezondheid verstoren of die schade aanrichten aan het erfgoed of aan het bestaande gebouw.

De eigenaars van gebouwen moeten de plaatsen waar duiven nesten zouden kunnen bouwen permanent afschermen, alsook vervuilde gebouwen schoonmaken en ontsmetten.

Afdeling 9.

Preventiemaatregelen

Artikel 28.

De toegang tot cabines, stortbaden of zwembaden en sportinrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, is verboden voor personen :

- die duidelijk niet zindelijk zijn;
- die lijden aan een besmettelijke ziekte of een wonde die nog niet geheeld of met een verband bedekt is, hetzij een huidziekte die met uitslag gepaard gaat of die een besmettelijke aandoening vertonen waarvoor de weigering van de toegang medisch verantwoord is.

Artikel 29.

Het is verboden personen die aan een ernstige besmettelijke ziekte lijden te vervoeren of te doen vervoeren met een ander vervoermiddel dan met een speciale ziekenwagen.

Afdeling 10

Aanplakking

Artikel 30.

1. Onverminderd de bepalingen van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening is het

verboden op de openbare ruimten affiches, vlugschriften, stickers of plakbriefjes aan te brengen, te doen aanbrengen of te plakken, zonder toelating van de bevoegde overheid of de eigenaar van de plaats of zonder zich te schikken naar de door de bevoegde overheid in de toelatingsakte vastgestelde bepalingen.

2. Onverminderd de politieverordeningen van de Gouverneur van het administratief arrondissement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen de verkiezingsaffiches op de door het College van Burgemeesters en Schepenen aangeduide plaatsen aangebracht worden, naargelang de voorwaarden die het vaststelt.
3. De gemeentelijke overheid zal ambtshalve overgaan tot de verwijdering op kosten van de overtreders, bij affiches of zelfklevers die in strijd met onderhavig reglement zijn aangebracht.

Artikel 31.

Het is verboden de affiches, vlugschriften, stickers of plakbriefjes te bevuilen, te bedekken, te beschadigen, te vernielen, zonder vergunning te verwijderen of te verscheuren, ongeacht of ze al dan niet met de toelating van de overheid werden aangebracht.

HOOFDSTUK III - DE OPENBARE VEILIGHEID EN DE VLOTTE DOORGANG OP DE OPENBARE WEG.

Artikel 32.

Het is verboden om, om het even welke reden, een kind van jonger dan 12 jaar alleen achter te laten in een wagen.

Afdeling 1.

Samenscholingen, betogingen, optochten

Artikel 33.

Behoudens de in artikel 34 beoogde voorafgaandelijke en schriftelijke toelating is het verboden op de openbare weg samenscholingen die het verkeer van voertuigen of voetgangers kunnen storen, te veroorzaken of eraan deel te nemen.

Artikel 34.

Iedere betoging, optocht, iedere groepering of elke verdeling georganiseerd voor commerciële redenen op de openbare weg of in galerijen en doorgangen, is onderworpen aan een voorafgaandelijke en schriftelijke toelating van de Burgemeester.

De toelatingsaanvraag moet minstens 10 werkdagen voor de voorziene datum schriftelijk aan de Burgemeester gericht worden en moet de volgende gegevens bevatten :

- de naam, het adres en het telefoonnummer van de organisator(en);
- het voorwerp van het evenement;
- de datum en het tijdstip voor de bijeenkomst;
- de geplande route;
- de voorziene plaats en tijdstip voor het einde van het evenement en in voorkomend geval de ontbinding van de optocht;
- of er een meeting wordt gehouden bij de afsluiting van het evenement;
- de raming van het aantal deelnemers en de beschikbare vervoermiddelen;
- de door de organisatoren voorziene maatregelen;

Afdeling 2.

Voorwerpen die door hun val kunnen hinderen

Artikel 35.

Elk voorwerp dat op de openbare weg kan vallen, mag slechts neergezet of geplaatst worden op om het even welk gedeelte van een gebouw indien het vastgehouden wordt door een geschikt toestel.

Artikel 36.

Ieder werk of bouwwerk gelegen langs de openbare weg moet in goede staat gehouden worden .

Artikel 37.

Behoudens voorafgaandelijke schriftelijke toelating is het verboden om het even welk voorwerp van welke aard ook, dwars over de openbare weg te hangen of te houden.

Artikel 38.

Het is verboden tapijten of ieder ander voorwerp uit te kloppen of te schudden boven de openbare weg.

Artikel 39.

Het is verboden om het even welk voorwerp door deuren, openingen of vensters te werpen, die uitgeven op de openbare weg. Wanneer de ontruiming van bepaalde voorwerpen of materialen door voormelde openingen onontbeerlijk is , bijvoorbeeld in geval van verhuizing, wordt elke voorzorgsmaatregel genomen om dat gedeelte van de openbare weg dat gevaarlijk is , te onttrekken aan het wegverkeer en de weggebruikers, en om het verkeer te regelen zodanig dat ieder ongeval wordt voorkomen.

Afdeling 3.

Hinderlijke of gevaarlijke activiteiten op openbare weg

Artikel 40.

Het is verboden op de openbare weg, in voor het publiek toegankelijke plaatsen en in privé-eigendommen over te gaan tot een activiteit die de openbare veiligheid of de veilige en vlotte doorgang in het gedrang kan brengen, zoals :

1. voorwerpen gooien, stoten of lanceren, behoudens toelating van de bevoegde overheid; deze bepaling is niet van toepassing op de sportdisciplines en spelen die in adequate installaties worden verricht, noch op darts of jeu-de-boules op andere plaatsen dan in de openbare ruimte;

2. gebruik maken van wapens met samengeperste lucht , uitgezonderd in stands die daartoe een toelating hebben of in schietkramen op kermissen;
3. gebruik maken van vuurwerk, behoudens toelating van de bevoegde overheid;
4. klimmen of afsluitingen , in bomen, op palen, constructies of allerhande installaties;
5. gewelddadige of lawaaierige spelen of oefeningen doen;
6. allerhande werken verrichten, behoudens toelating van de bevoegde overheid;
7. artistieke prestaties leveren, behoudens toelating van de bevoegde overheid;
8. zijn fiets of aanhangwagen parkeren aan de voet van een boom en/of hem aan de boom vastmaken. In geval van inbreuk kan de gemeente overgaan tot de weghalen van het voertuig.
9. Zijn aanhangwagen of woonwagen meer dan 48 u parkeren op de openbare weg. Voor elke tijdsduur langer dan 48u, kan een voorafgaandelijke schriftelijke toelating aan het College der burgemeester en schepenen gevraagd worden. In geval van inbreuk kan de gemeente overgaan tot weghalen van het voertuig.

Wapens, munitie of vuurwerk dat gebruikt werd in strijd met bovenvermelde bepalingen, worden in beslag genomen.

Alle achtergelaten fietsen die buiten privé-eigendommen gevonden worden, die de doorgang op de gemeentelijke of gewestelijke openbare weg belemmeren , zullen door het Gewest worden verwijderd en dit voor rekening van de gemeente.

Artikel 41.

Het is verboden op de openbare weg loterijen of kansspelen te plaatsen of te houden.

Artikel 42.

Het is verboden voor ieder persoon die op de openbare weg een activiteit uitoefent, ongeacht of deze een toelating heeft gekregen;

- de toegang tot openbare of private plaatsen gebouwen te belemmeren;
- vergezeld te zijn van een agressief dier;
- zich dreigend op te stellen;
- de doorgang van voorbijgangers te verhinderen;
- deze activiteit op de rijweg uit te oefenen.

Artikel 43.

Behoudens voorafgaandelijke specifieke toelating van de gemeentelijke overheid, is het verboden om, onder andere met verschillende voorwerpen, zich een parkeerplaats te reserveren op de openbare weg,

Artikel 44.

Tenzij een toelating bekomen werd door de gemeentebestuur, is het voor iedere persoon die zich op de openbare weg bevindt verboden om de doorgang van de voorbijgangers te belemmeren door het plaatsen of achterlaten van elk vervoerbaar voorwerp zoals bagages, huisvuil, bouwafval, voertuigen,...

Het begrip doorgang belemmeren werd onder andere door volgende gedragingen gedefinieerd:

- aan de voetgangers, op iedere plaats waar de doorgang toegelaten is, een breedte van minder dan 1m50 laten, of een andere breedte die door de bevoegde overheden is opgelegd naar gelang van de specifieke omstandigheden op bepaalde plaatsen, of die hen verplichten om over voorwerpen die de doorgang belemmeren te stappen of te klimmen;
- aan de auto's die op de wegen circuleren, een breedte van minimum 3m laten, of welke andere nodige breedte die nodig is voor de doorgang van hulpvoertuigen in functie van de specifieke omstandigheden bij bepaalde plaatsen, of op de weg voorwerpen achterlaten die in staat zijn om schade aan te richten aan de circulerende voertuigen;
- de fietspaden vol te leggen op een manier dat het voor de fietsers onmogelijk wordt om te circuleren zonder gevaar;
- de toegang tot de gebouwen, in aanbouw of niet, beletten of de toegang beperken zoals hierboven beschreven, voor de voetgangers, fietsers en voertuigen.

Artikel 45.

Het gebruik van steps, fietsen, rolschaatsen of skateboards is enkel toegelaten op plaatsen waar de veiligheid van de voetgangers noch de vlotte doorgang in het gedrang wordt gebracht. De bevoegde overheid kan het echter verbieden op de plaatsen die zij bepaalt.

Artikel 46.

Behoudens schriftelijke toelating van de gemeentelijke overheid is het verboden op de openbare weg en in openbare plaatsen ;

- inzamelingen en inzamelingen door middel van verkoop te houden, deur aan deur verkoop uit te oefenen en het verzamelen van Kerstmisboeken;
- te zorgen voor vermakelijkheden zoals fuiven, bals, tentoonstellingen, spektakels of

feestelijke verlichting;

De vergunningsaanvragen moeten minstens 10 werkdagen voor de activiteit ingediend worden.

Artikel 47.

Onverminderd de andere bij onderhavig reglement voorziene bepalingen mag niemand, ook niet tijdelijk, goederen uitstallen op de openbare weg zonder vergunning van de bevoegde overheid.

Artikel 48.

De personen die optreden als omroeper, verkoper of verdeler van kranten, publikaties, tekeningen, gravures, advertenties en allerhande drukwerken in straten en andere openbare plaatsen, mogen zonder

toelating geen materiaal gebruiken voor de uitoefening van die activiteit.

De verdelers van kranten, documenten, tekeningen, gravures, advertenties en allerhande drukwerken dienen wat er door het publiek op de grond wordt gegooid, op te rapen.

Het is verboden voor omroepers, verkopers of verdelers van kranten, documenten, drukwerken of reclame :

- stapels kranten, documenten, enz. achter te laten op de openbare weg of op de drempel van deuren en vensterbanken van gebouwen;
- stapels kranten, documenten, enz. achter te laten in verlaten gebouwen en niet genummerde brievenbussen.
- reclame of drukwerk op voertuigen te bevestigen;
- voorbijgangers aan te klampen, te volgen of lastig te vallen.

Artikel 49.

De personen, die zich toeleggen op iedere vorm van bedelarij, zelfs onder het mom van eender welke niet professionele dienst, mogen de openbare orde niet verstoren, noch de veiligheid, de openbare rust en de gezondheid in het gevaar brengen. Het is hun verboden om voorbijgangers en automobilisten lastig te vallen.

Het is verboden om te bedelen op kruispunten en aan de zijkant ervan.

De bedelaar mag niet vergezeld zijn door een agressief dier en hij mag geen enkel voorwerp tonen of delen van zijn lichaam met de bedoeling om de aangesproken personen te intimideren. Het is eveneens verboden dat minderjarigen gebruikt worden om medelijden op te wekken bij de aangesproken personen.

Artikel 50.

Het is verboden buiten de zalen voor spektakels of concerten en plaatsen voor sportbijeenkomsten of vermakelijkheden, de voorbijgangers op de openbare weg aan te klampen om hun inkomkaarten te koop aan te bieden of om hun uit te leggen hoe ze er zich kunnen aanschaffen.

Het is eveneens verboden voor handelaars of restauranthouders alsook voor personen die ze tewerkstellen, cliënten aan te spreken of te roepen teneinde ze aan te sporen om naar hun zaak te komen.

Artikel 51.

Het is verboden op welke manier dan ook ieder concert, spektakel, vermakelijkheden of bijeenkomsten op de openbare weg toegelaten door de gemeentelijke overheid, te storen.

De toegang tot de scene is verboden voor ieder die er niet om dienstredenen hoeft te zijn.

Het is verboden voor het publiek van zalen voor spektakels, feesten, concerten of sport:

- zich op de scène, piste of terrein te begeven zonder daar vanwege de artiesten, sportlui of organisatoren een uitnodiging of toelating voor te hebben gekregen, alsook zich toegang te verschaffen tot de private delen van het etablissement of degene die voor de artiesten of sportlui voorbehouden zijn;
- de artiesten te roepen of toe te schreeuwen of het spektakel, feest of concert op een andere manier te verstoren;
- voorwerpen op de balkons en leuning te deponeren of eraan te bevestigen, die door hun val of op enige andere manier het publiek, de acteurs of de performers kunnen storen.

Afdeling 4.

Plaatsing van torenkranen – regels voor werven

Artikel 52.

Iedere plaatsing van een torenkraan op de openbare weg is onderworpen aan de toelating van de burgemeester.

Onverminderd de reglementaire voorschriften inzake stedenbouw, leefmilieu en arbeidsbescherming, is het verplicht :

1. voor iedere ingebruikname van een torenkraan en telkens als het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming het opmaken van een proces-verbaal van verificatie vereist, een fotokopie van dit document, opgesteld door een erkend organisme, op te sturen naar het College van Burgemeester en Schepenen, binnen een termijn van drie weken voor de montage of het opnieuw monteren;
2. dat ieder gebruik van de torenkraan onderworpen is aan de opstelling van een plan van de werkplaats, in twee exemplaren, met alle nuttige aanduidingen en kenmerken van het tuig, met inbegrip van de plaatsruimte en de draaicirkel van de arm;
3. dat de torenkranen een stabiele basis hebben op de grond, om het omvallen ervan te vermijden. Toren-hijskranen moeten aan deze rails vastgemaakt worden en de rails moeten op hun beurt stevig in de grond verankerd worden om uitrukken te voorkomen;
4. dat de torenkraan, naarmate de bouw vordert, hetzij in het gebouw opgenomen wordt;hetzij degelijk op verschillende plaatsen vastgeankerd wordt;
5. dat de gebruikers alle gepaste maatregelen nemen opdat de stabiliteit van de torenkraan niet zou verminderen wanneer deze zich in draaistand bevindt;
6. dat de vervoerde materialen indien deze poedervormig of vloeibaar zijn of zich kunnen verspreiden, zouden opgeborgen worden in containers zodat er niets kan vallen op het openbaar domein, in de private eigendommen of binnen de met paalwerk omheinde ruimte. De omheining moet zo nodig op bevel van een overheidsbeambte verwijderd worden bij de dagelijkse sluiting

van de werkplaats.

7. dat voor de ingebruikname van de torenkraan op het politiecommissariaat een lijst wordt ingediend met de namen, adressen en telefoonnummers van de aannemer, de ingenieur of bevoegde technicus alsook een lid van het kraanpersoneel, die te allen tijde snel bereikt kunnen worden, zowel overdag als 's nachts. Een kopie van deze lijst dient aan de buitenzijde van het kantoor van de werkplaats aangeplakt te worden.

Afdeling 5 :

regels op werven

Artikel 53.

Ten einde schade aan of vervuiling van het openbaar domein te vermijden, te verhinderen dat de veiligheid of de mogelijkheid tot gebruik van de openbare ruimte onmogelijk wordt en elke verstoring van de openbare rust te vermijden moeten volgende algemene regels gerespecteerd worden door elke persoon die tussenkomt in de uitvoering, de conceptie, de leiding of het opzicht van de werf :

1. de werf wordt proper en ordelijk gehouden, met inbegrip van de omgeving, afsluitingen, en de voertuigen en werktuigen die gebruikt worden
2. de werf, met inbegrip van de omliggende installaties, gronden en diverse produkten, moet permanent geïsoleerd worden van de zones die voorbehouden zijn voor het verkeer van personen en voertuigen door middel van afsluitingen;
3. buiten de werf is er geen enkele stockage toegestaan van materialen, puin, aanvulgrond of afval, met uitzondering van het leveren van materialen;
4. de werf moet beschermd worden tegen mogelijke schade;
5. de werf wordt constant aangeduid en dit op, een voor de gebruikers van de openbare ruimte, duidelijk zichtbare manier en iedere voorzorg zal genomen worden om de doorgang van de voetgangers in alle veiligheid te verzekeren.
6. beplantingen en stadsmeubilair binnen de perimeter van en rond de werf worden degelijk beschermd, stammen en wortels van bomen worden voorafgaandelijk beschermd en dit tot op de nodige hoogte; wondes aan planten of hun wortels moeten verzorgd worden en de nodige maatregelen moeten voorzien worden om schade te vermijden ; beplantingen en stadsmeubilair moeten geïnventariseerd worden bij de aanvraag tot toelating en opgenomen worden in de plaatsbeschrijving voor de werken;
7. werven die per fase uitgevoerd worden moeten zodanig georganiseerd worden dat zulke uitvoering mogelijk is en dat na elke fase de oorspronkelijk toestand opnieuw beoogd wordt;
8. werfvoertuigen en machines verplaatsen zich met respect voor beplantingen en stadsmeubilair en moeten vermijden dat er vuil op personen, gevels of andere terecht komt;
9. bevuiling van de openbare ruimte door de activiteiten van de werf worden onmiddellijk schoongemaakt;
10. behalve specifieke toelating van de Burgemeester, gemotiveerd door veiligheids- of mobiliteitsvoorschriften, mag geen enkele werf, die tussen 22 uur en 7 uur en gedurende de weekends en feestdagen uitgevoerd wordt, zodanig veel lawaai maken dat de nachtrust van de omwonenden gestoord wordt.

Artikel 54.

De bouwheer verwittigd, per omzendbrief en affiches, alle personen die hinder zouden kunnen ondervinden door de werf, van de duur en de aard van de werken, en dit ten minste 8 dagen voor het begin van de werken, behalve bij hoogdringendheid, ten laatste de dag van het begin van de werf.

De aankondiging bestemd voor personen die schade zouden kunnen ondervinden door de werken beantwoord aan volgende voorwaarden :

1. een omzendbrief in het frans en het nederlands wordt, door de bouwheer en op zijn kosten, verdeeld in alle brievenbussen voor de aanvang van de werken, dit schrijven bevat : enerzijds, de aard en de reden van de werken, de omvang, de duur en de aanvangsdatum, en anderzijds, de naam, het adres, het telefoonnummer van de bouwheer en de ondernemingen belast met de uitvoering van de werken; een kopie van dit schrijven wordt in dezelfde termijnen aan de gemeente doorgegeven
2. affiches in het nederlands en het frans overeenkomstig het model en de bepalingen van bijlage 5 van het besluit van de Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998 betreffende de coördinatie en de organisatie van werven op de openbare ruimte in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden op kosten van de bouwheer, uitgehangen indien de werf langer de 15 dagen duurt.

Alle werfsignalisatie en informatie van de bouwheer, zijn aannemers en onderaannemers wordt in het frans en het nederlands opgesteld.

Artikel 55.

Het in oorspronkelijk staat herstellen van de werf is ten laste van de bouwheer en is onderworpen aan volgende bepalingen :

1. de duur ervan is inbegrepen in de duur van de volledige werf;
2. het herstel respecteert de bestemming van de openbare ruimte en de noden die eruit voortvloeien ; en wordt uitgevoerd met gelijkaardige materialen als ervoor, behalve uitdrukkelijke vermelding in de aanvraag of verplichting die in de vergunning vermeld wordt;
3. bij werken in fases wordt het herstel aan het einde van elke fase uitgevoerd;
4. alle installaties, voertuigen, materialen en afval moeten ten laatste op het voorziene eind ervan de

- werf verwijderd worden;
5. het herstel omvat het herplanten of vervangen van de beplantingen, signalisatie en stadsmeubilair die beschadigd zouden zijn;
 6. na het herstel moet de bouwheer de definitieve herstellingen gedurende twee jaar na de datum van de plaatsbeschrijving bij het einde van de werken, garanderen;
 7. de schoonmaak van de werf omvat de stockagezones.

Afdeling 6.

Privatieve ingebruikneming van de openbare weg

Artikel 56.

1. Behoudens voorafgaandelijke schriftelijke toelating afgeleverd door de gemeentelijke overheid en onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake stedenbouw is het volgende verboden :
 - Iedere privatieve bezetting van de openbare weg op het niveau van de begane grond, erboven of eronder, zoals een vastgehecht, opgehangen, geplaatst of achtergelaten voorwerp en die niet valt onder het stelsel van de belasting op het vervuilen van de openbare weg; het is in het bijzonder verboden de openbare ruimte te versperren door er materiaal, steigers of andere soortgelijke voorwerpen achter te laten ,het is tevens verboden er putten te graven.
 - De installatie tegen hoge delen van gebouwen of tegen de gevels van huizen, van voorwerpen die gevaar kunnen veroorzaken door hun val of door schadelijke uitwasemingen, ook al steken ze niet uit over de openbare weg. Deze bepaling is niet van toepassing op de voorwerpen die geplaatst werden op vensterbanken en vastgehouden worden door een stevig bevestigde en niet uitstekende voorziening, evenals vlaggestokken.
2. Onverminderd de bepalingen van artikel 80.2 van de wegcode mag geen enkel voorwerp, zelfs gedeeltelijk, , de voorwerpen van openbaar nut waarvan de zichtbaarheid volledig moet verzekerd zijn, verbergen. Evenmin mag eender welk voorwerp, zelfs gedeeltelijk, de deuren of ramen van gebouwen langs de openbare weg verbergen.
3. De voorwerpen die in strijd met onderhavig artikel zijn geplaatst, vastgehecht of opgehangen, dienen op het eerste bevel van de bevoegde agenten verwijderd worden. Zo niet zal daar ambtshalve toe worden overgegaan op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 57.

Indien om welke reden dan ook een persoon uit het huis dat hij/zij bewoont, wordt gedreven en diens meubels op de openbare weg worden gezet, moet deze persoon ze op het moment van de uitzetting verwijderen , zo niet zal daar door het bestuur toe overgegaan worden op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 58.

De eigenaars of gebruikers van antennes geplaatst op daken of verhoogde gedeelten van gebouwen, dienen er regelmatig de stabiliteit van te controleren.

Artikel 59.

Bomen en beplantingen in private eigendommen moeten zodanig gesnoeid worden dat iedere tak die over de openbare weg hangt, zich op minstens 2,50m. hoogte van de grond bevindt en het uiteinde ervan zich op minstens 0,50m. afstand van de rijweg bevindt.

Indien bijzondere veiligheidsredenen dat vereisen, kunnen de bevoegde agenten andere afmetingen opleggen en de voorgeschreven werken dienen ten laatste acht dagen na de desbetreffende kennisgeving verricht te worden. Indien er aan onderhavige bepaling geen gevolg wordt gegeven, zullen de werken door het bestuur verricht worden op kosten en risico van de in gebreke blijvende partij.

Artikel 60.

Het is verboden lange of omvangrijke voorwerpen van binnen een gebouw op de openbare weg te laten uitsteken zonder de nodige maatregelen te nemen om de veiligheid van de voorbijgangers te waarborgen.

Dezelfde voorzorgsmaatregelen dienen in acht te worden genomen bij het openen van buitenblinden, beweegbare luiken of zonnegordijnen op het gelijkvloers als het gebouw langs de rooilijn aan de openbare weg staat.

Wanneer de buitenblinden of beweegbare luiken open zijn, dienen ze met pallen of haken op hun plaats te worden gehouden.

De pallen en haken op het gelijkvloers dienen zodanig vastgehecht te zijn dat ze de voorbijgangers niet kunnen verwonden of de veiligheid niet in het gedrang kunnen brengen.

Artikel 61.

Ingangen van kelders en toegangen tot ondergrondse ruimten op de openbare weg mogen slechts geopend worden :

- gedurende de tijd die nodig is voor de handelingen waarvoor de opening vereist is;
- met inachtneming van alle maatregelen om de veiligheid van de voorbijgangers te waarborgen.

Beide voorwaarden zijn cumulatief.

Afdeling 7.

Het gebruik van gevels van gebouwen

Artikel 62.

Iedere eigenaar van een gebouw is verplicht

1. het door de gemeente toegekende huisnummer goed zichtbaar aan de straatkant aan te brengen. Het is verboden op welke manier dan ook de toegekende huisnummers en straatnaamborden te verbergen, af te rukken, te beschadigen of te doen verdwijnen.
In geval van wijziging van het nummer dient het oude nummer met een zwarte streep te worden doorgestreept en mag het maximaal twee jaar behouden blijven vanaf de kennisgeving ter zake door het bestuur.
Als werken aan het gebouw de verwijdering van het huisnummer vereisen, dient dit nummer ten laatste acht dagen na de beëindiging van de werken te worden hersteld.
2. Ieder huishouden moet beschikken over een individuele deurbel aan de hoofdingang van het gebouw, die in staat van werking is.
3. Om een brievenbus te voorzien voor elk gezin die in het gebouw woont behalve voor de gebouwen in gebieden van culturele, historische of esthetische waarde of voor stadsverfraaiing of opgenomen in de lijst in bijlage.

Artikel 63.

Ieder gezinshoofd moet de familienamen van alle familieleden aanbrengen op de deurbel en de brievenbus van het desbetreffende gezin.

Artikel 64.

De eigenaars, vruchtgebruikers, huurders, bewoners of om het even welke verantwoordelijken van een gebouw dienen, zonder dat dit voor hen enige schadeloosstelling teweegbrengt, op de gevel of topgevel van hun gebouw, ook wanneer dit zich buiten de rooilijn bevindt, en in dit geval eventueel langs de straatkant, het aanbrengen voor openbaar gebruik toestaan van :

1. een plaat met de aanduiding van de straatnaam van het gebouw;
2. alle verkeerstekens.
3. een klem voor de openbare verlichting, openbare publiciteit, openbare feestverlichting, openbare bewakingscameras,
4. ieder veiligheidsmateriaal

Artikel 65.

De eigenaars van een gebouw moeten zich ervan verzekeren dat bovengenoemde zaken, alsook de installaties en apparaten waarmee ze uitgerust zijn, zich in perfecte staat van bewaring, onderhoud en werking bevinden, opdat ze de openbare veiligheid niet in het gedrang zouden brengen en het woningwetboek naleveren.

Afdeling 8.

Algemene maatregelen ter voorkoming van schendingen van de openbare veiligheid.

Artikel 66.

Het is verboden de geluidssignalen van de brandweer, de lokale of federale politie en andere hulpdiensten of dringende interventies te imiteren.

Artikel 67.

Iedere bedrieglijke hulpoproep of bedrieglijk gebruik van een telefoonpaal of signalisatietoestel bestemd om de veiligheid van de gebruikers te verzekeren, is verboden.

Artikel 68.

Onbevoegde personen mogen niet binnendringen in voor het publiek niet toegankelijke constructies of installaties van openbaar nut.

Personen die daar door het gemeentebestuur niet toe werden gemandateerd, mogen geen kranen van leidingen of kanaliseringen, schakelaars van de openbare verlichting, openbare uurwerken, signalisatieapparaten, noch uitrustingen voor telecommunicatie bedienen die zich op of onder de openbare weg of in openbare gebouwen bevinden.

Artikel 69.

Iedere eigenaar of titularis van een zakelijk recht die door het bestuur aangemaand wordt bouwwerken die dreigen in te storten, te herstellen of af te breken, dient daar onverwijld toe over te gaan; zo niet zal daar door het bestuur toe overgegaan worden op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 70.

Het is verboden gazon, aarde, stenen of materialen te verwijderen op plaatsen die tot het openbaar domein van de gemeente behoren, zonder daartoe de toelating te hebben gekregen.

Afdeling 9.

Brandpreventie

Artikel 71.

Zodra er brand uitbreekt dienen de personen die het vastgesteld hebben, dit onmiddellijk te melden aan, hetzij het politiekantoor, hetzij de dichtsbij gelegen brandweerdienst, hetzij het centraal noodnummer.

Artikel 72.

De personen die zich bevinden in een gebouw waarin brand is uitgebroken, alsook in de omringende gebouwen moeten :

1. onmiddellijk gevolg geven aan de bevelen van de brandweer, burgerbescherming, politie of andere openbare diensten waarvan de tussenkomst vereist is om het onheil te bestrijden;
2. de toegang tot hun gebouw mogelijk maken;
3. het gebruik van waterpunten en alle middelen om de brand te bestrijden waarover ze beschikken mogelijk maken.

Artikel 73.

Zijn verboden op de openbare weg en in voor het publiek toegankelijke plaatsen: het parkeren van voertuigen en het plaatsen, zelfs tijdelijk, van zaken die het vinden, de toegang tot of het gebruik van waterbronnen voor het blussen van branden kunnen verhinderen of storen.

Artikel 74.

Het is verboden de signalen voor identificatie of het vinden van waterbronnen voor het blussen van branden te beschadigen, te verbergen of te laten verbergen.

Artikel 75.

De brandkranen, deksels of luiken die de kamers die de brandkranen en putten afsluiten, moeten steeds vrij, goed zichtbaar en gemakkelijk bereikbaar zijn.

Artikel 76.

Wanneer een evenement zoals een fuif, een dansfeest of elke andere bijeenkomst georganiseerd wordt in een voor het publiek toegankelijke plaats waarvan de organisatoren niet kunnen bewijzen dat de plaats beantwoordt aan de veiligheidsvoorschriften, met name in toepassing van de regelgeving inzake brandveiligheid, kan de burgemeester het evenement verbieden en kan de politie in voorkomend geval het etablissement doen evacueren en sluiten.

Artikel 77.

De uitbaters van etablissementen die gewoonlijk toegankelijk zijn voor het publiek, zelfs indien die toegang pas wordt verleend onder bepaalde voorwaarden, zijn verplicht zich te houden aan de aanbevelingen en directieven van de Gewestelijke dienst Brandpreventie.

Zolang dat ze niet voldoen aan deze directieven en aanbevelingen, mogen de uitbaters geen publiek toelaten in hun etablissement.

Afdeling 10

Bijzondere bepalingen die in acht dienen te worden genomen bij sneeuw of vrieskou

Artikel 78.

Bij vriesweer is het verboden om:

- water te gieten of te laten vloeien;
- glijbanen aan te leggen;
- sneeuw of ijs te storten dat afkomstig is van privé-eigendommen.

Artikel 79.

Ijskegels die zich vormen aan de verheven delen van gebouwen die over de openbare weg uitsteken, dienen verwijderd te worden.

Deze verplichting geldt voor de in artikel 12 van onderhavig reglement beoogde personen, volgens de erin vastgelegde bepalingen.

Artikel 80.

Bij tijden van sneeuw of ijzel, heeft iedere bewoner van de openbare weg de verplichting om het voetpad grenzend aan het gebouw dat hij bewoont, vrij te maken van sneeuw of om deze slipvrij te maken over minimum 1m50, zodanig dat de doorgang van de voetgangers in alle veiligheid vergemakelijkt wordt. Dit moet gedaan worden door de in artikel 13 van onderhavig reglement beoogde personen, volgens de erin vastgelegde bepalingen.

Artikel 81.

Behoudens toelating, is het verboden zich op het ijs te begeven van kanalen, waterbekkens, waterlopen en vijvers.

Afdeling 11.

Ontspanningsactiviteiten en -plaatsen

Artikel 82.

§1. De toestellen ter beschikking gesteld van het publiek op gemeentelijke speelterreinen of speeltuinen moeten zo gebruikt worden dat de openbare veiligheid en rust niet in het gedrang komen. Kinderen onder de 12 jaar dienen vergezeld te zijn van een van hun ouders of de persoon aan wiens hoede ze werden toevertrouwd.

§2. De gemeente is niet aansprakelijk voor gebeurlijke ongevallen op een gemeentelijk speelterrein.

Afdeling 12.

Van het gedrag op de openbare weg.

Artikel 83.

Er mogen geen meubels of andere goederen geladen of gelost worden tussen 22 en 7 uur, behoudens door de bevoegde overheid afgeleverde toelating.

Bij het vervoeren, hanteren, laden en lossen van voorwerpen op de openbare weg moet erover gewaakt worden dat de voetgangers niet verplicht worden het trottoir te verlaten, dat ze zich niet stoten of worden verwond, dat noch de veiligheid noch de vlotte doorgang, noch de openbare rust in het gedrang komen.

Artikel 84.

Het is de klanten van grote winkelcentra verboden winkelkarren op de openbare weg achter te laten. De uitbaters van grote winkelcentra zijn verplicht alle nodige maatregelen te nemen die de naleving van deze bepaling vrijwaren; bovendien zijn ze verplicht de identificatie van de winkelkarren te vrijwaren.

HOOFDSTUK IV - DE OPENBARE RUST

Artikel 85.

§1. Behoudens toelating van de Burgemeester, in het kader van private of publieke organisaties en met uitzondering van de terrassen van drankgelegenheden, is het verboden om alcoholische dranken te nuttigen op de openbare weg tussen 22.00 en 09.00.

\$2. Onder alcoholische drank wordt verstaan elke drank (gegist, geweekt, gedistilleerd of andere) bevattende ethylalcohol of ethanol.

Artikel 86.

Het hanteren, laden of lossen van materialen, toestellen of voorwerpen die geluiden kunnen voortbrengen, zoals platen, bladen, dozen, vaten of metalen of andere recipiënten, vallen onder de volgende principes :

1. deze voorwerpen dienen gedragen te worden en niet gesleept, geplaatst en niet geworpen;
2. als deze voorwerpen omwille van hun afmetingen of hun gewicht niet gedragen kunnen dienen ze uitgerust te zijn van een voorziening waardoor ze geluidloos verplaatst kunnen worden.

Artikel 87.

Behoudens toelating van de Burgemeester zijn volgende zaken verboden op de openbare weg :

1. Stem, - instrumentale of muzikale diffusie;
2. het gebruik van luidsprekers, versterkers of andere apparaten die geluidsgolven produceren reproduceren;
3. kermisparades en -muziek.

Artikel 88.

Onverminderd de wetten, besluiten en reglementen betreffende de geluidshinder, mag de intensiteit van geluidsgolven geproduceerd in private eigendommen of in voertuigen die zich op de openbare weg bevinden, als ze hoorbaar zijn op de openbare weg, het niveau van het straatgeluid niet overschrijden. De overtredingen tegen onderhavige bepaling die aan boord van de voertuigen worden begaan, worden veronderstelt door de bestuurder te zijn begaan.

Artikel 89.

1. De alarmsystemen die ofwel gebouwen of voertuigen uitrusten, mogen in geen enkel geval door hun onophoudelijk afgaan de buurt storen.
Bij gebrek aan de verantwoordelijke die binnen de tien minuten een einde kan stellen aan deze hinder, zullen de politiediensten de nodige maatregelen nemen om een einde te stellen aan deze hinder, op kosten en risico van de overtreder.
Onder verantwoordelijke personen verstaat men :
 - voor de voertuigen : de eigenaar of ieder rechthebbende
 - voor de gebouwen : de eigenaar of de personen gevisieerd door artikel 12 van dit reglement.
1. Het alarm wordt gedefinieerd als een apparaat dat waarschuwt wanneer er ingebroken wordt of wanneer er een indringer aanwezig is of rook geproduceerd wordt.
2. Het is verboden gebruik te maken of over te gaan tot het plaatsen van elk afstotend dispositief, hetzij sonoor of ultrasoon, waarbij de propagatie van golven storen of een of meerdere personen , die zich bevinden op de openbare weg, of in een plaats of etablissement toegankelijk tot het publiek, of in de buurt ervan, zou kunnen storen.

Artikel 90.

Het is verboden aan deuren aan te bellen of te kloppen met als doel de bewoners te storen.

Artikel 91.

\$1.De bepalingen van onderhavig artikel zijn van toepassing op de etablissementen die gewoonlijk voor het publiek toegankelijk zijn, ook al is het er slechts onder bepaalde voorwaarden toegelaten.

\$2.Onverminderd de wettelijke bepalingen betreffende de strijd tegen geluidshinder, mag het voorgebracht geluid binnen de voor het publiek toegankelijke etablissementen, zowel overdag als 's nachts, het niveau van het straatlawaai niet overschrijden als het hoorbaar is op de openbare weg.

\$3.Het is verboden voor uitbaters van voor het publiek toegankelijke etablissementen, café-, cabaret-, restauranthouders en uitbaters van danszalen en algemeen degenen die wijn, bier of andere dranken verkopen, hun etablissement te sluiten zolang er zich een of meer cliënten bevinden.

\$4.De politie kan de voor het publiek toegankelijke etablissementen doen evacueren en sluiten als wanorde of lawaai wordt vastgesteld die de openbare rust of de rust van omwonenden kan storen. Als de wanorde of het lawaai blijft aanhouden, kan de Burgemeester iedere maatregel nemen die hij nuttig acht om een einde te stellen aan de storing , meer bepaald door de gedeeltelijke of volledige sluiting van het etablissement te bevelen gedurende de uren en voor de duur die hij bepaalt.

Artikel 92.

Het is verboden buiten de zones waar het door de Burgemeester toegelaten is, bezig te zijn met op afstand bestuurde modelvliegtuigen, - boten of - wagens. Het door deze apparaten voortgebrachte geluid mag in geen geval de openbare rust verstoren.

Artikel 93.

Elke vergadering, toegankelijk voor het publiek, die plaats heeft in een zaal met een minimumcapaciteit van honderdvijftig personen , moet minstens 8 dagen op voorhand aan de Burgemeester ter kennis worden gebracht.

Artikel 94.

Indien de openbare orde - voornamelijk de rust - rondom een etablissement dat toegankelijk is voor het publiek verstoord wordt, door gedragingen die voortkomen uit of rondom het etablissement, kan het College beslissen om het etablissement voor een bepaalde duur te sluiten, dit overeenkomstig de wetten, reglementen en ordonnances die van toepassing zijn. In ieder geval en in geval van spoed, zal het College de uitbater(s) en hun argumenten moeten verhoren.

De Burgemeester mag eveneens beslissen om een etablissement voor een maximum termijn van drie maanden te sluiten. Deze maatregel stopt met uitvoerende kracht te hebben van zodra deze beslissing niet wordt bevestigd door het College bij haar eerste bijeenkomst. In ieder geval, behalve bij spoed, moet de Burgemeester de uitbater(s) en hun argumenten verhoren.

HOOFDSTUK V - DE GROENE RUIMTEN

Artikel 95.

In de zin van onderhavig hoofdstuk verstaat men onder groene ruimten de openbare plantsoenen, parken, tuinen en alle stukken van de openbare ruimte buiten de rijbaan, die openstaan voor het verkeer van personen en in hoofddoel bestemd zijn voor wandelen of ontspanning.

Artikel 96.

Onderhavig hoofdstuk is van toepassing op alle gebruikers van de groene ruimten.
Het wordt aangeplakt op een of meer ingangen van groene ruimten.

Artikel 97.

De openingsuren van de groene ruimten zijn aangeplakt op een of meer ingangen.
De bevoegde overheid kan er indien nodig de sluiting van bevelen

Artikel 98.

Niemand mag zich toegang verschaffen tot groene ruimten buiten de openingsuren.

Artikel 99.

Behoudens voorafgaandelijke, schriftelijke toelating mag niemand binnen de groene ruimten :

1. over afsluitingen klimmen;
2. zich begeven op plaatsen waar de toegang is verboden;
3. Voedsel achterlaten, neerleggen of op welke manier dan ook gooien dat bestemd is om zwerfdieren te voederen of duiven.
4. gebruik maken van de infrastructuur voor andere doeleinden dan die waarvoor ze bestemd zijn;
5. een schuilhut inrichten in een groene ruimte, onder andere met het idee om er in te logeren;
6. hout sprokkelen of een vuur aansteken op plaatsen die hier niet voor voorzien zijn;
7. afval deponeren;
8. kinderen van minder dan 12 jaar zonder toezicht achterlaten ;
9. er eender wat verkopen, behoudens toelating van het College van Burgemeester en Schepenen.
10. reclameborden of -affiches te plaatsen of andere commerciële reclamemiddelen te gebruiken zonder toelating van de bevoegde overheid.
11. Dieren nemen, doden, verwonden, of afschrikken alsook nesten of eieren te vernietigen van de vogels.
12. Kamperen in een tent of een voertuig zonder toelating.

Artikel 100.

De fysieke of morele personen die toestemming hebben gekregen om een, al dan niet permanent, activiteit te beoefenen in een groene ruimte, op zichzelf of door anderen, moeten de nodige schikkingen treffen om het eventuele afval te verwijderen. Behoudens toelating van het College van Burgemeesters en Schepenen mag dit afval niet worden opgeslagen in het park.

Artikel 101.

Behoudens door de bevoegde overheid afgegeven toelating mag geen enkel motorvoertuig in groene ruimten circuleren en parkeren.

Artikel 102.

Niet-gemotoriseerde voertuigen, fietsen, steps, skateboards en rolschaatsen zijn verboden in groene ruimten, met uitzondering van kinderwagens en rolstoelen voor minder-validen, alsook fietsen bestuurd door kinderen jonger dan 11 jaar en in de mate dat hun gedrag de veiligheid van de andere gebruikers niet in het gedrang brengt.

Fietsen, steps, skateboards en rolschaatsen mogen gebruikt worden op de daartoe bestemde plaatsen.

Artikel 103.

Dieren moeten met alle gepaste middelen vastgehouden worden, minstens met een korte leiband.
Dieren waarover men de hoede heeft, mogen hun uitwerpselen enkel in de speciaal daartoe ingerichte plaatsen achterlaten.

Artikel 104.

Het is verboden te vissen en te jagen zonder toelating.

Artikel 105.

Het is verboden de groene ruimten te vervuilen, op welke manier dan ook, door eigen toedoen of door toedoen van personen, dieren of zaken waarover men de hoede of toezicht heeft.

Het is verboden het ijs dat gevormd is op het water in groene ruimten, te vervuilen door er voorwerpen, substanties of dode of levende dieren op te werpen of te gieten.

Het is verboden te baden in het water van groene ruimten of er wat dan ook in te wassen of onder te dompelen.

Artikel 106.

Het is verboden knoppen en bloemen of planten te verwijderen.

Het is verboden bomen te verminken, schudden of ontschorsen; takken, bloemen of andere planten af te rukken of af te snijden; palen of andere voorwerpen voor de bescherming van aanplantingen uit te rukken; wegen en dreven te beschadigen; zich te begeven in bloemperken en -tapijten, ze te vernietigen of te beschadigen en in bomen te klimmen.

Artikel 107.

1. De toegang tot grasperken is verboden voor alle personen en dieren voor zover dit verbod door specifieke panelen is aangeduid.
2. De toegang tot de grasperken is toegestaan:
 - hetzij voor personen en uitsluitend voor het wandelen,
 - hetzij voor personen die er ook balspelen mogen doen, in die mate dat dit de veiligheid en/of de rust van de andere gebruikers niet in het gedrang brengt.
 - hetzij om er aan boogschieten te doen. De organisatoren dienen alle nodige maatregelen te nemen om de veiligheid van de beoefenaars, de toeschouwers en de voorbijgangers te waarborgen.
1. De toegang tot de grasperken gebeurt op verantwoordelijkheid van de gebruikers.
2. Het College van Burgemeester en Schepenen kan op advies van de technische dienst van de groene ruimten afwijken van onderhavig artikel voor de organisatie van uitzonderlijke evenementen.

HOOFDSTUK VI - DIEREN**Artikel 108.**

Het is verboden op de openbare weg :

1. eender welk dier te laten rondzwerven; rondzwervende dieren dienen geplaatst te worden overeenkomstig artikel 9 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren;
2. dieren achter te laten in een geparkeerd voertuig als dat een gevaar of ongemak kan opleveren voor personen of voor de dieren zelf; deze bepaling is ook van toepassing in openbare parkings ;
3. agressieve dieren of dieren die personen of andere dieren kunnen bijten, of dieren met besmettelijke ziekten bij zich te hebben, als ze geen muilband dragen; deze bepaling is ook van toepassing in voor het publiek toegankelijke plaatsen;
4. dieren bij zich te hebben waarvan het aantal, het gedrag of de gezondheidstoestand de openbare veiligheid of gezondheid in het gedrang zouden kunnen brengen;
5. een hond op te winden om aan te vallen of agressief te worden, of hem voorbijgangers of andere huisdieren te laten of doen aanvallen of achtervolgen, ook al brengt dat geen enkel kwaad of schade teweeg.

Artikel 109.

Behoudens toelating is het africhten van een dier in de openbare ruimte verboden.

Deze bepaling is niet van toepassing op de africhting van dieren door politiediensten.

Artikel 110.

De dieren moeten met alle middelen beheerst en vastgehouden worden, en minstens met een korte leiband, op iedere plaats van de openbare weg, met inbegrip in galerijen en doorgangen op voor het publiek toegankelijk privé-gebied.

Artikel 111.

De eigenaars van dieren of de personen die, al is het maar occasioneel op de dieren letten, dienen erover te waken dat deze dieren :

- de omstanders op geen enkele manier storen;
- de aanplantingen of andere voorwerpen in de openbare ruimte niet beschadigen.
- geen ongelijk veroorzaken aan andere dieren.

Artikel 112.

Overeenkomstig artikel 5 van onderhavig reglement zijn de personen die een hond begeleiden, verplicht te zorgen voor de opruiming van de uitwerpselen van de hond op de openbare weg, met inbegrip van plantsoenen, parken, groene ruimten van lanen en openbare tuinen, met uitzondering van de speciaal daartoe ingerichte plaatsen.

Iedere persoon die een dier begeleidt op de openbare weg of binnen de groene ruimten moet voorzien zijn van het nodige materiaal dat noodzakelijk is voor het verwijderen van de uitwerpselen. Dit materiaal moet kunnen voorgelegd worden aan de politieagenten en de gemeenteambtenaren bij de eerste vraag ernaar.

Artikel 113.

Het is verboden op de openbare weg voertuigen en andere machines te doen bewaken door honden, ook al zijn deze vastgebonden of in het voertuig geplaatst.

Artikel 114.

Het is verboden een dier binnen te brengen, zelfs gehouden door een doeltreffend middel, in de voor het publiek toegankelijke etablissementen waartoe dat dier geen toegang heeft, hetzij op basis van een intern reglement dat aan de ingang uithangt, hetzij door borden of pictogrammen die dat duidelijk maken, dit alles onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de hygiëne van de lokalen en de personen in de voedingssector.

HOOFDSTUK VII - AMBULANTE HANDEL**Artikel 115.**

Het College van Burgemeester en Schepenen bepaalt de staanplaatsen die voorbehouden zijn voor de uitoefening van ambulante handel.

Deze plaatsen mogen enkel bezet worden met de toelating van de burgemeester, volgens de door de

gemeente vastgestelde procedure.

Artikel 116.

Personen die hun beroep uitoefenen op de overeenkomstig de bepalingen van voorgaand artikel ingenomen staanplaatsen, mogen er hun aanwezigheid niet aankondigen door geroepen of gesproken boodschappen of met andere middelen.

Artikel 117.

De handelaars die hun activiteit met behulp van een voertuig uitoefenen, mogen de openbare veiligheid en de vlotte doorgang, de openbare rust, netheid en gezondheid niet in het gedrang brengen.

Onverminderd artikel 33 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemene regeling van de politie op het wegverkeer mogen deze handelaars, om het cliënteel van hun komst te verwittigen, geen gebruik maken van geluidsmiddelen die de openbare rust kunnen verstoren.

Artikel 118.

§1. Het is verboden :

1. een kermis te organiseren of zich als foorkramer te vestigen op een voor het publiektoegankelijk privaat terrein zonder toelating van de bevoegde overheid.
2. een kermisattractie te installeren of de installatie ervan op te slaan buiten de voorziene plaatsen en data voor iedere kermis of voor, hetzij bij het overeenkomstig lastenboek, hetzij bij de bevoegde overheid, alsook in de gevallen dat deze laatste de intrekking van de concessie of de toelating beveelt;
3. voor de uitbaters hun voertuigen elders te plaatsen dan op de door het bestuur aangeduide plaatsen.
De kermisattracties en de voertuigen geplaatst in overtreding met onderhavige bepaling moeten verplaatst worden bij het eerste politiebevel. Bij ontstentenis zal het bestuur ertoe overgaan op kosten en risico van de overtreder.

§2. In geval van overtreding van onderhavig artikel kan het College van Burgemeester en Schepenen de administratieve schorsing of de administratieve intrekking van de toegekende vergunning bevelen.

HOOFDSTUK VIII - BESTRAFFING VAN BURGERRECHTELIJKE BESCHIKKINGEN

Artikel 119.

Iedere verhuurder of diens gevolmachtigde die in iedere openbare of officiële aankondiging betreffende de verhuring van een goed dat bestemd is voor bewoning in de ruime zin van het woord, de gevraagde huurprijs of het bedrag van de gemeenschappelijke lasten niet vermeld heeft, kan overeenkomstig artikel 1716 van het Burgerlijk Wetboek, gestraft worden met een administratieve boete van 50 tot 200 euro.

HOOFDSTUK IX - GEMENGDE INBREUKEN EN PARKEEROVERTREDINGEN.

Afdeling 1.

Gemengde inbreuken

Artikel 120.

Onder gemengde inbreuk verstaat men elke inbreuk die zowel administratief – of strafrechtelijk kan vervolgd worden.

Artikel 121.

Overeenkomstig met artikel 3 van de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties van 24 juni 2013, voorziet de gemeenteraad een administratieve sanctie voor de inbreuken voorzien in het strafwetboek, en in het bijzonder de volgende artikels :

- Artikel 448: Hij die hetzij door daden, hetzij door geschriften, prenten of zinnebeelden iemand beledigt in een van de omstandigheden in artikel 444 bepaald, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met geldboete van zesentwintig [euro] tot vijfhonderd [euro] of met een van die straffen alleen. Met dezelfde straffen wordt gestraft hij die, in een van de omstandigheden in artikel 444 bepaald, iemand die drager is van het openbaar gezag of van de openbare macht of die met een openbare hoedanigheid is bekleed, door woorden beledigt in zijn hoedanigheid of wegens zijn bediening.
- Artikel 521 al 3: De in het tweede lid bedoelde straf is toepasselijk in geval van gehele of gedeeltelijke vernieling of van onbruikbaarmaking, met het oogmerk om te schaden, van rijtuigen, wagons en motorvoertuigen.
- Artikel 526: Met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van zesentwintig [euro] tot vijfhonderd [euro] wordt gestraft hij die vernielt, neerhaalt, verminkt of beschadigt :
 - Grafsteden, gedenktekens of grafstenen
 - Monumenten, standbeelden of andere voorwerpen die tot algemeen nut of tot openbare versiering bestemd zijn en door de bevoegde overheid of met haar machtiging zijn opgericht;
 - Monumenten, standbeelden, schilderijen of welke kunstvoorwerpen ook, die in kerken, tempels of andere openbare gebouwen zijn geplaatst.
- Artikel 534 bis: § 1. Met gevangenisstraf van één maand tot zes maanden en met geldboete van zesentwintig euro tot tweehonderd euro of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die zonder toestemming graffiti aanbrengt op roerende of onroerende goederen.
§ 2. Het maximum van de gevangenisstraf wordt gebracht op één jaar gevangenisstraf bij herhaling van een in de eerste paragraaf bedoeld misdrijf binnen vijf jaar te rekenen van de dag van de uitspraak van een vorig veroordelend vonnis dat in kracht van gewijsde is gegaan
- Artikel 534 ter: Met gevangenisstraf van een maand tot zes maanden en met geldboete van

zesentwintig euro tot tweehonderd euro of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die opzettelijk andermans onroerende eigendommen beschadigt.

- Artikel 537: Hij die kwaadwillig een of meer bomen omhakt of zodanig snijdt, verminkt of ontschorst dat zij vergaan, of een of meer enten vernielt, wordt gestraft :
 - Voor elke boom, met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van zesentwintig [euro] tot honderd [euro];
 - Voor elke ent, met gevangenisstraf van acht dagen tot vijftien dagen en met geldboete van zesentwintig [euro] tot vijftig [euro] of met een van die straffen alleen.
 - In geen geval mag de gezamenlijke straf hoger zijn dan drie jaar wat de gevangenisstraf en vijfhonderd [euro] wat de geldboete betreft.
- Artikel 545: Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van zesentwintig [euro] tot tweehonderd [euro] of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die geheel of ten dele grachten dempt, levende of dode hagen afhakt of uitrukt, landelijke of stedelijke afsluitingen, uit welke materialen ook gemaakt, vernielt; grenspalen, hoekbomen of andere bomen, geplant of erkend om de grenzen tussen verschillende erven te bepalen, verplaatst of verwijdt.
- Artikel 559: Met geldboete van tien [euro] tot twintig [euro] worden gestraft :
 - 1° Zij die, buiten de gevallen omschreven in boek II, titel IX, hoofdstuk III, van dit wetboek, andermans roerende eigendommen opzettelijk beschadigen of vernielen;
- Artikel 561: Met geldboete van tien [euro] tot twintig [euro] en met gevangenisstraf van een dag tot vijf dagen of met een van die straffen alleen worden gestraft :
 - 1° Zij die zich schuldig maken aan nachtgerucht of nachtrumoer waardoor de rust van de inwoners kan worden verstoord;
- Artikel 563: Met geldboete van vijftien [euro] tot vijfentwintig [euro] en met gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen of met een van die straffen alleen worden gestraft;

2° Zij die stedelijke of landelijke afsluitingen, uit welke materialen ook gemaakt, opzettelijk beschadigen;

3° Daders van feitelikheden of lichte gewelddaden, mits zij niemand gewond of geslagen hebben en mits de feitelikheden niet tot de klasse van de beledigingen behoren; in het bijzonder zij die opzettelijk, doch zonder het oogmerk om te beledigen, enig voorwerp op iemand werpen dat hem kan hinderen of bevuilen;

- Artikel 563 bis: Met geldboete van vijftien euro tot vijfentwintig euro en met gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen of met een van deze straffen alleen worden gestraft, zij die zich, behoudens andersluidende wetsbepalingen, in de voor het publiek toegankelijke plaatsen begeven met het gezicht geheel of gedeeltelijk bedekt of verborgen, zodat zij niet herkenbaar zijn.

Het eerste lid geldt echter niet voor hen die zich in de voor het publiek toegankelijke plaatsen begeven met het gezicht geheel of gedeeltelijk bedekt of verborgen, zodat zij niet herkenbaar zijn, en wel krachtens arbeidsreglementen of een politieverordening naar aanleiding van feestactiviteiten”

Afdeling 2.

Parkeer overtredingen

Artikel 122.

Er wordt een gemeentelijke administratieve sanctie voorzien voor parkeerovertredingen en dit volgens de modaliteiten die voorzien worden door de Koning.

HOOFDSTUK IX - PROCEDURES

Artikel 123.

Onderstaand hoofdstuk is baseert zich op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties en op de verschillende Koninklijke besluiten waar zij naar refereert.

Afdeling 1.

Procedure van gewone administratieve sancties

Artikel 124.

Volgende gemeentelijke administratieve sancties zijn voorzien :

- een administratieve geldboete die maximaal 175 of 350 euro bedraagt, naargelang de overtreder minderjarig of meerderjarig is;
- de administratieve schorsing van een door de gemeente verleende toestemming of vergunning;
- de administratieve intrekking van een door de gemeente verleende toestemming of vergunning;
- de tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van een inrichting.

Artikel 125.

De administratieve boete wordt opgelegd door de sanctionerend ambtenaar van de gemeente.

Artikel 126.

De andere administratieve sancties worden opgelegd door het college van burgemeester en schepenen. Zij kunnen slechts worden opgelegd nadat de overtreder een voorafgaande verwittiging heeft gekregen, deze moet ten laatste 1 maand voor het nemen van de beslissing tot sanctie verstuurd zijn.

Artikel 127.

Iedere inbreuk op het algemeen politiereglement kan worden vastgesteld door een agent van politie of een politieambtenaar. De vaststelling van de inbreuk wordt binnen de kortste termijn en ten laatste twee

maanden na de vaststelling van de feiten overgemaakt aan de sanctionerend ambtenaar, behalve voor de bepalingen voorzien in de afdelingen twee en vijf van onderhavig hoofdstuk.

Artikel 128.

Iedere inbreuk die opgenomen is in de hoofdstukken 1 tot en met 8, eveneens als in hoofdstuk 9, afdeling 5 van onderhavig reglement mag het onderwerp uitmaken van een vaststelling door gemeenteamtensnaren die beantwoorden aan de voorwaarden die opgelegd worden door de Koning en die aangeduid zijn door de gemeenteraad.

In geval van vaststellingen van inbreuken die kunnen leiden tot een administratieve sanctie, waarvan ze rechtstreeks getuige zijn en binnen het strikte kader van de hun toegekende bevoegdheden, kunnen de gemeenteamtensnaren, de voorlegging vragen van een identiteitsbewijs om de juiste identiteit van de overtreder te bepalen. Zij geven het identiteitsbewijs nadien onmiddellijk terug aan de betrokkene. De vaststelling van de inbreuk wordt binnen de kortste termijn en ten laatste twee maanden na de vaststelling van de feiten overgemaakt aan de sanctionerend ambtenaar

Artikel 129.

Wanneer de sanctionerend ambtenaar beslist dat de administratieve procedure opgestart dient te worden, deelt hij het volgende, per aangetekende brief, mee aan de overtreder :

- de feiten en hun kwalificatie;
- dat de overtreder de mogelijkheid heeft om bij aangetekende brief zijn verweermiddelen uiteen te zetten, binnen een termijn van vijftien dagen na de datum van kennisgeving, en dat hij, bij die gelegenheid, het recht heeft om aan de sanctionerend ambtenaar te vragen zijn verweer mondeling uiteen te zetten;
- dat de overtreder het recht heeft om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman;
- dat de overtreder het recht heeft om zijn dossier te raadplegen;
- een kopie van het proces-verbaal of de vaststelling.

Artikel 130.

De sanctionerend ambtenaar bepaalt de dag waarop de overtreder wordt uitgenodigd om zijn mondeling verweer uiteen te zetten.

Indien de sanctionerend ambtenaar van oordeel is dat een administratieve geldboete moet worden opgelegd die niet hoger is dan 70 euro, heeft de overtreder het recht niet om te vragen zijn verweer mondeling uiteen te zetten.

Artikel 131.

De beslissing van de sanctionerend ambtenaar wordt binnen een termijn van zes maanden genomen en wordt ter kennis gebracht van de betrokkenen.

Deze termijn van zes maanden neemt aanvang vanaf de dag van de vaststelling van de feiten.

Artikel 132.

Na het verstrijken van de in artikel 129, punt 2, bedoelde termijn of vóór het verstrijken van deze termijn, wanneer de overtreder te kennen geeft de feiten niet te betwisten of, desgevallend, na mondeling of schriftelijk verweer door de overtreder of zijn raadsman, kan de sanctionerend ambtenaar de administratieve geldboete opleggen.

De sanctionerend ambtenaar brengt zijn beslissing ter kennis van de overtreder per aangetekende brief en, in geval van de in het hoofdstuk 9 opgenomen inbreuken, brengt hij deze ook ter kennis van de procureur des Konings.

De beslissing van de sanctionerend ambtenaar wordt eveneens per aangetekende brief ter kennis gebracht van de minderjarige en zijn vader en moeder, zijn voogden of personen die er de hoede over hebben.

In de kennisgeving wordt tevens de informatie opgenomen bedoeld in artikelen 9, § 1, 10 en 12 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens.

Artikel 133.

De sanctionerend ambtenaar zendt een kopie van het proces-verbaal of van de vaststelling evenals een kopie van zijn beslissing over aan elke partij die hierbij een rechtmatig belang heeft en die hem voorafgaand een schriftelijk en met redenen omkleed verzoek heeft overgezonden.

Artikel 134.

De beslissing tot het opleggen van een administratieve geldboete heeft uitvoerbare kracht na het verstrijken van één maand vanaf de dag van de kennisgeving, behoudens wanneer hoger beroep wordt aangetekend zoals beschreven in volgend artikel.

Artikel 135.

De gemeente of de overtreder, in geval van een administratieve geldboete, kan een beroep instellen bij geschreven verzoekschrift bij de politierechtbank, volgens de burgerlijke procedure, binnen een maand na kennisgeving van de beslissing.

Afdeling 2.

Procedure van administratieve sancties in geval van gemengde inbreuk

Artikel 136.

In afwijking van voorgaand hoofdstuk, Indien een overtreding zowel strafrechtelijk of administratiefrechtelijk kan bestraft worden, zijn de bepalingen van artikel 3 van de wet van 24 juni 2013

betreffende de gemeentelijke administratieve sancties van strikte toepassing.

Artikel 137.

Bij gebrek aan een protocolakkoord en voor de inbreuken bedoeld in artikel 448 (beledigingen) en 521 (geheel of gedeeltelijk vernielen of ongebruikmaking van voertuigen) van het Strafwetboek, kan de sanctionerend ambtenaar enkel een administratieve geldboete opleggen of een alternatieve maatregel voorstellen voor zover de procureur des Konings, binnen een termijn van twee maanden, laat weten dat hij dit opportuun acht en dat hijzelf geen gevolg aan de feiten zal geven.

Artikel 138.

Bij gebrek aan een protocolakkoord en voor de inbreuken bedoel in artikel 526 (vernieling of beschadiging van grafstenen, standbeelden of kunstvoorwerpen), 534bis (graffiti), 534ter (beschadiging van andermans onroerend goed), 537 (vernieling van bomen en enten), 545 (vernieling van afsluitingen, grenspalen, hoekbomen), 559 1° (vrijwillige beschadiging of vernieling van roerende eigendommen), 561 1° (nachtlawaai), 563 2° (vrijwillige beschadiging van afsluitingen), 563 3° (feitelikheden of lichte gewelddaden) of 563 bis (het aangezicht geheel of gedeeltelijk bedekken of verborgen houden in publiek toegankelijke plaatsen) van het Strafwetboek, beschikt de Procureur des Konings over een termijn van 2 maanden, te rekenen vanaf de dag van ontvangst van het origineel proces-verbaal, om de sanctionerend ambtenaar in te lichten dat een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek werd opgestart, vervolging werd ingesteld, dan wel dat hij oordeelt het dossier te moeten seponeren bij gebrek aan toereikende bezwaren. Deze mededeling doet de mogelijkheid vervallen voor de sanctionerend ambtenaar om een administratieve geldboete op te leggen. De sanctionerend ambtenaar kan geen administratieve geldboete opleggen of een alternatieve maatregel hiervoor voorstellen voor het verstrijken van deze termijn. Na het verstrijken ervan, kunnen de feiten enkel nog administratiefrechtelijk worden bestraft. De sanctionerend ambtenaar kan evenwel een administratieve geldboete opleggen of een alternatieve maatregel hiervoor voorstellen vooraleer deze termijn is verstreken indien de Procureur des Konings voor het verstrijken ervan heeft laten weten dat, zonder het materiaal element van de inbreuk in twijfel te trekken, hij geen gevolg aan de feiten zal geven.

Artikel 139.

Indien er een protocolakkoord gesloten werd met de Procureur des Konings en geratifieerd door de gemeenteraad, dan zal deze gehecht worden aan het algemeen politiereglement en zullen de modaliteiten van deze laatste van toepassing zijn.

Afdeling 3.

Procedure van alternatieve maatregelen.

Artikel 140.

Voor de inbreuken die verschillen van de inbreuken betreffende het hinderlijk parkeren zoals voorzien in artikel 122 en indien de sanctionerend ambtenaar het opportuun acht, kan men voorzien in de volgende alternatieve maatregelen in de plaats van een boete :

1. Een lokale bemiddeling die wordt gevoerd door ofwel een bemiddelaar die beantwoordt aan de minimale voorwaarden die door de Koning worden bepaald of door een gespecialiseerde en door de gemeente erkende bemiddelingsdienst, overeenkomstig de door de Koning bepaalde voorwaarden en nadere regels.
De bemiddeling kan alleen maar plaats hebben mits het akkoord van de overtreder en mits er een geïdentificeerd slachtoffer is.
2. De gemeenschapsdienst gekadreerd door een persoon die werd aangeduid door het College van burgemeester en schepenen van de gemeente of een moreel persoon die door deze laatste werd aangeduid. Deze maatregel mag geen 30 uren overschrijden en zal moeten gepresteerd worden binnen de 6 maanden na de betekeningsdatum van de beslissing van de sanctionerend ambtenaar.
Ze bestaat uit :
 - o een vorming
 - o een onbetaalde prestatie onder toezicht van de gemeente of van een door de gemeente aangewezen bevoegde rechtspersoon en uitgevoerd ten behoeve van een gemeentedienst of een publiekrechtelijke rechtspersoon, een stichting of een vereniging zonder winstgevend oogmerk die door de gemeente wordt aangewezen.

Artikel 141.

.Wanneer de sanctionerend ambtenaar het welslagen van de bemiddeling vaststelt, kan hij geen administratieve geldboete meer opleggen.

In geval van weigering van het aanbod of falen van de bemiddeling, kan de sanctionerend ambtenaar ofwel een gemeenschapsdienst voorstellen, ofwel een administratieve geldboete opleggen.

Afdeling 4.

Procedure in geval van een inbreuk gepleegd door een minderjarige.

Artikel 142.

De minderjarige die de volle leeftijd van 16 jaar heeft bereikt op het ogenblik van de feiten, kan het voorwerp uitmaken van een administratieve geldboete van max. 175 €, zelfs wanneer deze persoon op het ogenblik van de beoordeling van de feiten meerderjarig is geworden. De ouders, voogd of personen die de minderjarige onder hun hoede hebben, zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de administratieve geldboete. In dit geval, wordt een kopie van elke correspondentie aan de minderjarige toegestuurd naar de ouders, voogd of iedere persoon die de minderjarige onder hun hoede heeft.

Artikel 143.

Wanneer de sanctionerend ambtenaar beslist om de administratieve procedure in gang te zetten, brengt deze de stafhouder van de orde van advocaten hiervan op de hoogte, deze duidt uiterlijk binnen de 2 werkdagen een advocaat aan, zodat ervoor gezorgd wordt dat de betrokkene bijgestaan kan worden. Een kopie van deze kennisgeving wordt bij het dossier gevoegd.

Artikel 144.

Een aanbod tot lokale bemiddeling is verplicht en de ouders, voogd of personen die de minderjarige onder hun hoede hebben, kunnen op hun verzoek de minderjarige begeleiden tijdens de bemiddeling. Indien de sanctionerend ambtenaar het welslagen van de bemiddeling vaststelt, kan hij geen administratieve geldboete meer opleggen.

Artikel 145.

In geval van weigering van het aanbod of falen van de bemiddeling, kan de sanctionerend ambtenaar ofwel een gemeenschapsdienst opleggen (van een duurtijd van maximum 15u) ofwel een administratieve geldboete.

Artikel 146.

Een procedure van ouderlijke betrokkenheid kan worden voorzien voorafgaand aan het aanbod tot bemiddeling, tot gemeenschapsdienst of, desgevallend, de oplegging van een administratieve geldboete. In het kader van deze procedure, informeert de sanctionerend ambtenaar per aangetekende brief de ouders, voogd, of personen die de hoede hebben over de minderjarige, over de vastgestelde feiten en verzoekt hen om, onmiddellijk na het ontvangen van het proces-verbaal of de vaststelling, om hun mondelinge of schriftelijke opmerkingen mee te delen over deze feiten en de eventueel te nemen opvoedkundige maatregelen. Hij kan hiertoe een ontmoeting vragen met de ouders, de voogd of de personen die de minderjarige onder hun hoede hebben en de minderjarige.

Na de opmerkingen te hebben ingewonnen en/of de minderjarige overtreder te hebben ontmoet, evenals zijn ouders, de voogd of de personen die de minderjarige onder hun hoede hebben en indien hij tevreden is over de educatieve maatregelen die door deze laatsten werden voorgesteld, kan de sanctionerend ambtenaar hetzij de zaak in dit stadium van de procedure afsluiten, hetzij de administratieve procedure afsluiten.

Afdeling 5.

Procedure van administratieve boetes inzake hinderlijk parkeren.

Artikel 147.

Een administratieve boete is voorzien voor de inbreuken op het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 aangaande de wegcode en meer bepaald de inbreuken die gedefinieerd worden door de Koning en volgens de modaliteiten die door deze laatste worden opgelegd.

Artikel 148.

Er wordt een onmiddellijke inning van de boete voorzien voor de personen die niet gedomicilieerd zijn of geen vaste residantie hebben in België en die een inbreuk plegen op artikel 147.

Artikel 149.

De sanctionerend ambtenaar deelt binnen de vijftien dagen na ontvangst van de vaststelling van de inbreuk, bij gewone zending, aan de overtreder de gegevens mee met betrekking tot de vastgestelde feiten en de begane inbreuk, alsmede het bedrag van de administratieve geldboete.

Artikel 150.

De administratieve boete wordt betaald door de overtreder binnen dertig dagen na de kennisgeving ervan, tenzij de overtreder binnen deze termijn zijn verweermiddelen bij gewone zending laat geworden aan de sanctionerend ambtenaar.

Artikel 151.

De overtreder kan binnen deze termijn op zijn verzoek worden gehoord wanneer het bedrag van de administratieve geldboete hoger ligt dan 70 euro.

Verklaart de sanctionerend ambtenaar de verweermiddelen niet gegrond, dan brengt hij de overtreder hiervan op een met redenen omklede wijze op de hoogte met verwijzing naar de te betalen administratieve geldboete die binnen een nieuwe termijn van dertig dagen na deze kennisgeving moet worden betaald.

Wordt de administratieve geldboete niet betaald binnen de eerste termijn van dertig dagen, dan wordt, behoudens in geval van verweermiddelen, een herinnering verstuurd met uitnodiging tot betaling binnen een nieuwe termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van die herinnering.

HOOFDSTUKXI – SLOTBEPALINGEN.

Artikel 152.

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf 6 december 2014.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 26 november 2014.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter

